

LE MONDE  
DIMANCHE

## Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 1,50 DA; Maroc, 2,50 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, 8 1/10; Côte-d'Ivoire, 235 CFA; Espagne, 50 pes.; États-Unis, 35 p.; France, 40 fr.; Iran, 125 rials; Israël, 35 p.; Italie, 700 L.; Liban, 400 p.; Luxembourg, 25 f.; Pays-Bas, 4 fr.; Portugal, 10 esc.; Royaume-Uni, 25 p.; Suisse, 3,75 fr.; Thaïlande, 25 bahts; Turquie, 1,20 fr.; É.-U., 95 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS CEDEX 10

C.C.P. 4207-23 PARIS

Tél. Paris n° 65072

Tél. : 246-72-23

## Le sort des otages de Téhéran

Washington «étudie soigneusement»

## Une ébauche de règlement ?

Les cinquante otages américains, détenus maintenant depuis trois cent quinze jours, seront-ils bientôt libérés ? La prise de position de l'imam Khomeiny, précisant clairement pour la première fois les conditions d'une éventuelle libération des diplomates, autorise un certain optimisme. Échauffés par l'expérience des dix derniers mois, le président Carter et le département d'État ont réagi avec une extrême prudence, mais plusieurs indices montrent que Washington n'accroît plus un dégel dans cette affaire.

Au début de septembre, la commission des affaires étrangères du Majlis avait déjà, dans un projet de réponse à la lettre que lui avaient adressée en juillet cent quatre-vingt-sept membres du Congrès américain, fait preuve d'un certain assouplissement en indiquant qu'une «voie menant à la solution de la crise» pourrait être trouvée si le Congrès américain envisageait «la restitution des biens du chah et de sa famille». La réponse était restée cependant à l'état de projet, les représentants du parti républicain islamique (F.R.I.) faisant valoir qu'elle ne méritait pas d'être présentée «sur les crimes américains». De même, M. Radjaj, le nouveau premier ministre, répondant à une missive personnelle du secrétaire d'État américain, M. Muskie, avait affirmé qu'il y a quelques jours que l'imam était disposé à discuter du sort des otages si les États-Unis faisaient preuve de repentir.

En un tournemain, l'imam vient de déblayer le terrain pour une solution négociée de la crise en renouant aux deux exigences politiques inacceptables par les États-Unis : il n'est plus question de demander à Washington de «se repentir» ou de reconnaître officiellement ses «crimes» passés. Pas davantage d'organiser, ne serait-ce que pour la forme, un procès des otages. Les quatre conditions de l'imam ne paraissent pas poser de problème politique insurmontable. Dans sa lettre à M. Radjaj, rédigée sur un ton particulièrement conciliant, le secrétaire d'État américain a pratiquement abandonné ses demandes contre l'iran et fourni des garanties de non-ingérence politique et militaire, en affirmant que les États-Unis feraient preuve «du respect le plus total pour votre indépendance, votre intégrité territoriale et pour le principe de non-intervention». Il est de même entendu que le problème du débloquer des avoirs iraniens «gelés» aux États-Unis sera en principe résolu dès qu'un règlement politique sera conclu.

Demeure la «restitution» des biens du chah, qui pose des problèmes politiques — Washington ne voudrait certainement pas créer un précédent fâcheux, — mais également juridiques. Ces biens sont en effet l'objet de procès devant plusieurs tribunaux américains, et le département d'État a déjà suggéré que le gouvernement n'a aucun moyen de priver, en vertu de la décision émanant de ces tribunaux ou de confiscation une fortune «privée».

Quoi qu'il en soit, l'essentiel est que, pour la première fois depuis le début de cette affaire, l'imam Khomeiny paraît vouloir adopter une position modérée, abandonnant plusieurs de ses exigences. Il semble bien que la lente mais incessante dégradation de la situation intérieure constituerait dans ce cas un surcroît qui n'est pas passé inaperçu à Téhéran.

## les quatre conditions de l'imam Khomeiny

Dans un message «aux pèlerins de La Mecque et à tous les musulmans du monde», diffusé, vendredi 12 septembre, par la radio de Téhéran, l'imam Khomeiny a, pour la première fois, posé en termes clairs les conditions d'une libération éventuelle des otages américains. «Si les États-Unis, a-t-il dit, restituent les biens du chah, renouent à toutes leurs demandes de diplomates, nous, nous nous engageons à ne pas s'ingérer politiquement ni militairement dans nos affaires et à débloquer nos avoirs bancaires, alors, les otages seront libérés». L'imam Khomeiny a ajouté qu'il avait transmis ces exigences au Majlis (Parlement) afin qu'il puisse décider de la ligne d'action à suivre, dans l'intérêt de la nation.

A Washington, le département d'État a réagi prudemment en faisant savoir que les quatre conditions posées par l'imam Khomeiny devaient être examinées soigneusement avant que les États-Unis puissent parvenir à des «conclusions définitives» sur leur signification. Le président Carter a déclaré pour sa part que les États-Unis «étaient disposés à examiner les différentes déclarations faites en Iran au cours de la semaine dernière».

Entre-temps, les violents affrontements frontaliers qui opposent les forces armées iraniennes et israéliennes depuis plusieurs jours dans l'ouest de l'Iran se sont étendus vendredi au secteur sud de la frontière entre les deux pays. Selon la radio de Téhéran, dans la région de Khorramshahr (province pétrolière du Khouzestan), les forces iraniennes ont ouvert le feu vendredi matin contre les positions israéliennes, provoquant une «rigoureuse riposte» des forces terrestres et maritimes israéliennes. A Bagdad, l'agence d'information irakienne a indiqué que des avions irakiens ont bombardé vendredi matin des «camps militaires» iraniens sur la frontière, notamment près de Djali et de Wasat.

## «Le Monde Dimanche» a un an

«Le Monde Dimanche», supplément de fin de semaine du «Monde», publie aujourd'hui son cinquante-troisième numéro. Un an. L'anniversaire est modeste. Il n'est pas indifférent cependant de le marquer : la rentrée de 1979 avait vu notre des entreprises analogues. Et, pour certaines, éphémères.

Pour un organe de presse, la vente est un référentiel permanent. Malgré une augmentation malheureusement inévitable du prix de numéro du dimanche-matin, les lecteurs anciens et de lecteurs nouveaux ont voté «pour», semaine après semaine.

«Le Monde Dimanche» s'efforce de rester fidèle à la voie qui lui a été tracée : améliorer la connaissance des sociétés et des hommes, mesurer les conséquences du progrès scientifique et technologique, faire aux sciences humaines la place qui leur est due et, au sens le plus large, divertir.

Quand les femmes ont commencé...

Histoire d'une grève de femmes à New York en 1909

PAYOT

## La Turquie après le coup d'État militaire

- Le général Kenan Evren promet de rétablir la démocratie dès que possible
- Le gouvernement américain paraît soulagé

La situation reste calme en Turquie au lendemain du coup d'État militaire qui a porté au pouvoir le général Evren et ses principaux collaborateurs de l'état-major. La levée provisoire du couvre-feu, vendredi après-midi 12 septembre à Ankara, n'a donné lieu à aucun incident, et une partie au moins de la population turque paraît avoir accueilli la nouvelle avec un certain soulagement.

Ce sentiment est partagé par Washington, où l'on se défend d'avoir suscité ou favorisé le coup d'État, mais où l'on considère qu'une

entreprise d'assainissement et de stabilisation était devenue nécessaire en Turquie.

La plupart des dirigeants turcs demeurent assignés à résidence. Les nouvelles autorités ont assuré qu'ils seraient libérés dès que la situation le permettrait. Dans un discours télévisé, le général Evren a vivement critiqué, vendredi, les carences du précédent régime, et promis de rétablir le plus rapidement possible la démocratie après l'élaboration et le vote d'une nouvelle constitution.

## Comme un jour normal...

Ankara. — Après la levée du couvre-feu, de quatorze à vingt heures, des milliers d'habitants d'Ankara ont vécu, vendredi 12 septembre, un jour de congé presque normal, se promenant dans les rues, déambulant dans les parcs ou s'essayant aux terrasses des cafés. Les citoyens de la capitale, habitués à l'état de siège depuis la fin de 1978, ont même été surpris de rencontrer si peu de soldats en service. Le déploiement des chars et des véhicules blindés paraissait purement symbolique.

Sur l'ensemble du territoire, le calme absolu régnait. Les communications téléphoniques et télégraphiques avec l'étranger ont été rétablies, et le trafic aérien,

De notre correspondant ferroviaire et maritime international a repris. Les banques rouvriront normalement lundi 15 septembre. Le communiqué du Conseil national de sécurité (C.N.S.) a déclaré que les députés des partis politiques, comme auparavant, de la garantie de l'État.

La population, cependant, s'interroge : que va-t-il se passer ? Le sérieux et l'attachement au régime parlementaire démocratique du général Evren, un champion du kémalisme, sont connus. Cette constatation représente un sage de bon départ pour le coup de Turcs, à la condition que l'ancien chef d'état-major gé-

ARTUR UNAL.

(Lire la suite page 2.)

## Le sens d'une élection

Notre Constitution prévoit deux consultations électorales de caractère national au suffrage universel direct. L'une globale, pour élire le président de la République, l'autre, fractionnée en circonscriptions pour désigner une partie du Parlement, l'Assemblée nationale.

Ce sont les deux seules élections d'étendue et de portée nationales. Tel n'est pas le cas, bien qu'elles aient

par PIERRE CHATENET (\*) lieu un même jour — sans doute à tort — sur l'ensemble ou la moitié du territoire, pour les élections municipales ou cantonales. Le besoin d'agitation de la classe politique et les débordements publicitaires des médias tendent à en faire des événements de la politique nationale. C'est un contresens institutionnel, et une mauvaise action politique dans la mesure où cela ne peut que fausser le caractère de ces élections, que l'on appelle, à juste titre, administratives. La Constitution fait nettement la différence, qui place seulement celles du président et du Parlement sous le contrôle du Conseil constitutionnel.

Il n'y a donc que deux élections directes politiques, dans le sens propre du terme. Est-ce à dire qu'elles sont identiques, équivalentes, en quelque sorte interchangeables ? Assurément non. Pour des raisons de droit, et pour des raisons de bon sens.

En droit, c'est évident et ne nécessite pas de commentaires. Il suffit de lire les textes pour voir que la différence de finalité implique une différence de portée.

R. A.

(Lire la suite page 5.)

## AU JOUR LE JOUR

## France

Après la France, Maastricht sombre, pavillon haut, dans la tristesse et l'impuissance générale. C'est à croire qu'une fatalité s'acharne sur tout ce qui porte le nom de France.

Fin de la grandeur que M. Debré voudrait restaurer ? Assez nécessaire avant une résurrection pour le troisième millénaire ? Une consolation, en tout cas : en 1981, la France trouvera acquiescent.

BRUNO FRAPPAT.



LONGCHAMP  
DIMANCHE  
14 SEPTEMBRE  
PRIX  
VERMEILLE

Championnat Européen des poulains de 3 ans

Location des places de tribune  
Tél. 266.92.02.  
Sauf le samediRESTAURANT  
PANORAMIQUE  
tél. 506.55.77

## UNE HISTOIRE DE LA MALADIE

## Chaque société a ses maux

L'histoire de la médecine est volontiers triomphaliste ; le développement de la méthode scientifique, depuis Claude Bernard, lui assurent une maîtrise croissante sur les maux qui affligent les humains. La perspective qu'a adoptée Marcel Sarrailh dans sa monumentale et passionnante Histoire culturelle de la médecine relève d'une approche fort différente : loin de rejeter dans les ténèbres des origines les hypothèses et les thérapeutiques des civilisations antérieures ou étrangères à l'avènement de la science, il entend montrer que chaque société a ses maux «qu'elle assume conformément aux croyances et aux idées qui lui sont propres».

Mieux encore : Marcel Sarrailh tente de dégager le style pathologique caractéristique de chaque civilisation, aussi important à connaître que son art ou ses institutions.

S'inspirant de Karl Sudhoff, brillant historien allemand de la médecine, il montre que dans l'Antiquité la lépre représente le *latum* auquel est impossible de se soustraire.

La peste, maladie spécifique du Moyen Âge (notamment du quatorzième siècle), matérialise pour les contemporains une conception tragique de l'existence, soumise à une punition collective voulue par Dieu.

Au seizième siècle, le mal le plus représentatif sera la syphilis, parce que le monde moderne en gestation traverse une crise morale et spirituelle : la contagion vénérienne est, en effet, autant l'œuvre d'explorateurs, intervenant comme transporteurs du germe, que le résultat du libertinage.

Plus tard, la tuberculose triomphera dans une époque marquée à la fois par l'amour romantique et la misère sociale résultant du machinisme naissant. Enfin, le cancer apparaît comme la maladie typique du vingtième siècle, car il stigmatise autant l'allongement de la vie humaine que l'assaut donné à l'environnement par les agents polluants.

ROLAND JACCARD.

(Lire la suite page 6.)



Le Monde

# étranger

## APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

L'annonce du coup d'Etat militaire en Turquie n'a pas provoqué, dans l'ensemble, beaucoup de surprises dans le monde. La dégradation de la situation laissait envisager cette éventualité après les avertissements répétés de l'état-major turc au pouvoir civil et les précédents de 1960 et de 1971. Mais la prise du pouvoir par les généraux suscite un certain nombre de commentaires.

● A MOSCOU, les milieux officiels paraissent éprouver une certaine inquiétude, que traduit notamment l'insistance avec laquelle l'agence Tass indique que le général Evren a réaffirmé la fidélité de la Turquie à l'OTAN. On rappelle dans la capitale soviétique que même avant le coup d'Etat, Washington et l'organisation atlantique espéraient « entraîner

la Turquie sur le front antissoviétique », comme l'écrivait les « Izvestia » en avril dernier. Mais la « Pravda » a annoncé la nouvelle ce samedi matin 13 septembre sans véritable commentaire politique et a rappelé que le général Evren souhaitait voir son pays conserver de bonnes relations avec ses voisins, dont l'U.R.S.S.

● A BRUXELLES, la Commission des Communautés européennes a exprimé « l'espoir que les droits de l'homme seront respectés en Turquie et que les institutions y seront rétablies ».

● A LONDRES, le Foreign Office s'est refusé à toute déclaration, mais la presse britannique commente abondamment le coup d'Etat en insistant le plus souvent sur le soula-

gement relatif avec lequel il peut être accueilli en Occident. La presse conservatrice se montre particulièrement compréhensive à l'égard du général Evren.

● A BONN, le chancelier Schmidt a espéré « un retour rapide de la Turquie à des conditions de vie démocratique normales ». Le ministère des finances n'a pas voulu se prononcer dans l'immédiat sur la poursuite de l'importante aide économique accordée par la R.F.A. à la Turquie.

● A ROME, le gouvernement a exprimé sa « profonde préoccupation » et son « inquiétude » devant les événements. La presse consacre une très large place au coup d'Etat, et certains commentaires soulignent que la situation en

Turquie et celle qui connaît actuellement l'Italie présentent certaines analogies : crise économique, terrorisme, immobilisme politique...

● A STOCKHOLM, le ministre suédois des affaires étrangères, M. Ulsten, a déclaré que le coup d'Etat était « un revers pour la démocratie en Europe » et a lancé un appel aux nouveaux dirigeants pour qu'ils libèrent les personnalités politiques assignées à résidence.

● A COPENHAGUE, nous signalons notre correspondance, on considère que les livraisons d'armes à destination de l'armée turque doivent être suspendues « sine die ». Le ministre des affaires étrangères a indiqué que le gouvernement danois « ne pouvait sous aucun prétexte approuver une prise du pouvoir par des militaires ».

## Comme un jour normal...

(Suite de la première page.)

Quelle sera la composition du futur gouvernement ? Sera-t-il un cabinet de techniciens civils ou une équipe réunissant des militaires et des civils ? Une Assemblée constituante sera-t-elle chargée de la rédaction de la nouvelle Loi fondamentale ? Quels en seront la composition et le mode d'élection ? Aucune information ne filtre, à l'heure actuelle, quant aux intentions des auteurs du coup d'Etat.

En attendant, le général Salik, secrétaire général du C.N.S., remplit les fonctions de premier ministre. M. Ozal, ancien secrétaire général de la présidence

du conseil sous M. Demirel, et qui est en même temps directeur du Plan, aurait été désigné comme chef de la délégation turque auprès des organismes financiers internationaux. M. Aydinoglu, gouverneur de la banque centrale, serait chargé de coordonner la politique économique et financière. Les deux hommes ont rendu compte, vendredi, aux membres du C.N.S., de la situation de l'économie.

On s'attend à d'importantes mouvements dans l'administration, et notamment dans le corps des gouverneurs civils des départements. Le général Tolunay, commandant adjoint de la gendarmerie nationale, vient d'être nommé directeur général de la sécurité, en remplacement d'un titulaire civil. Cette administration, qui dépendait jusqu'à présent du ministère de l'Intérieur, passe sous l'autorité du commandement de la gendarmerie nationale. D'autre part, les maires d'Istanbul et d'Antalya ont été remplacés par des militaires.

Les chefs des principaux partis politiques ont été transférés, vendredi, vers d'importantes bases militaires, mais seront libérés « en temps opportun », précise-t-on.

### Fidélité aux alliances

L'ancien premier ministre, M. Demirel, chef du parti de la justice (droite), et sa femme, ainsi que M. Ecevit, chef de l'opposition et président du parti républicain du peuple (social-démocrate), accompagné de son épouse, se trouvent dans un camp militaire de Gelibolu, près des Dardanelles. M. Erbakan, chef du Parti du salut national (pro-islamisme), est assigné à résidence à la base navale d'Umusada, près d'Izmir. Quant à M. Turkes, chef du Parti du mouvement nationaliste (extrême droite), il demeure toujours introuvable, et des rumeurs circulent selon lesquelles il se trouverait à Ankara sur son sort. M. Caglayangil, ancien chef de l'Etat par intérim, demeure sous résidence surveillée dans la capitale.

Du côté de la politique étrangère, le C.N.S. s'affirme partisan de la continuité. Le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, M. Turkmen, a convenu de convoquer « par petits groupes, vendredi après-midi, les ambassadeurs des pays étrangers en poste à Ankara ».

Il leur a expliqué que la Turquie entendait demeurer fidèle à tous les pactes et groupes dont elle fait partie, notamment l'OTAN et le Conseil de l'Europe. Il a ajouté que les soutiens militaires de l'organisation atlantique, qui ont commencé en Thrace orientale, continueraient à se dérouler normalement selon le programme établi. Il est significatif que les premiers ambassadeurs reçus par le secrétaire général représentaient tous des pays membres de l'Alliance atlantique.

M. Turkmen aurait par ailleurs déclaré à ses interlocuteurs que le C.N.S. ne désirait pas traduire en justice les dirigeants des partis et les parlementaires. C'est là une différence notable et encourageante par rapport au coup d'Etat de mai 1980 : une Haute Cour, composée de juges militaires et civils, avait alors jugé et condamné « pour avoir violé la Constitution » les membres du gouvernement du parti démocrate de Menderes, et les élus de cette formation. Menderes et deux autres ministres avaient été pendus. Le chef de l'Etat d'alors, M. Bayar, voyant la peine de mort prononcée contre lui commuée en prison à vie. De nombreux députés du parti démocrate condamnés à de lourdes peines de prison ne furent libérés que grâce à une loi d'amnistie votée plusieurs années plus tard.

ARTUR UNSAL.



(Dessin de KONEJ)

## De la fondation de la République aux interventions répétées de l'armée

Nous avons publié dans nos éditions datées du 13 septembre une chronologie des événements qui ont conduit du coup de force militaire de mars 1971 au coup d'Etat du 12 septembre. Voici les principales dates de l'histoire turque depuis la fondation de la République jusqu'à 1971.

23 AVRIL 1939. — A l'invitation de Mustafa Kemal qui avait condamné la politique du gouvernement impérial avant même le déclenchement du conflit avec la Grèce (dont le futur Atatürk apparaissait comme le grand vainqueur), une grande Assemblée nationale se réunit et se proclame représentative de l'ensemble du pays. Elle délègue ses pouvoirs à un conseil des ministres présidé par Mustafa Kemal.

JUIN-AOÛT 1922. — Election de la seconde Assemblée nationale, qui voit le triomphe des candidats kémalistes.

28 OCTOBRE 1923. — Proclamation de la République turque, dont Mustafa Kemal est nommé président. Il désigne son principal collaborateur, Ismet Inönü, comme premier ministre.

1923-1924. — Mustafa Kemal, avec le soutien du parti unique créé à cette fin (parti républicain du peuple), modernise le pays, écarte les tentatives de séparatisme turc et la réaction intégriste religieuse, fait faire les oppositions et dote la Turquie d'une Constitution de type parlementaire (24 avril 1924). De bons rapports sont établis avec les pays voisins, dont la Grèce.

10 NOVEMBRE 1938. — Mort de

Mustapha Kemal. Ismet Inönü lui succède et doit poursuivre l'accomplissement des réformes parvenues à leur terme par Atatürk, sans disposer du charisme personnel du fondateur de la Turquie moderne.

1939-1945. — La Turquie reste à l'écart de la guerre et tente de lever le poids de son allié à la fin du conflit mondial.

1945. — A la demande des Américains, qui s'inquiètent des mécontentements provoqués par les difficultés économiques, la politique d'Ismet Inönü, la création de nouveaux partis politiques est autorisée.

MAI 1950. — Le parti démocrate, conduit par le jeune Adnan Menderes, qui a été enregistré certains succès au précédent scrutin législatif, remporte un véritable triomphe, qui donne lieu à certaines troubles, notamment dans les campagnes. Le nouveau président de la République est Djelal Bayar, et le président du conseil, Adnan Menderes.

1950-1960. — Le règne du parti démocrate est d'abord marqué par la démission de certains ministres édictés par Atatürk, dans le domaine religieux notamment, par l'appel aux capitaux étrangers et une intégration plus étroite de la Turquie dans le camp occidental. Les services extérieurs confirment la victoire des partisans de Menderes, mais le marquent en même temps leur déclin. L'opposition se durcit, surtout après les élections de 1957, tandis que de violentes manifestations éclatent à Istanbul, en particulier, entre les communautés grecque et turque.

Des lois fortement répressives sont adoptées.

27 MAI 1960. — L'armée prend le pouvoir et fait arrêter les principales personnalités du régime. Le parti démocrate est dissous. Les dirigeants sont condamnés à mort, sont prononcés, dont celle de Menderes.

13 JUILLET 1961. — La nouvelle Constitution, présentée par le gouvernement du général Gensel, est adoptée par référendum.

28 NOVEMBRE 1961. — Ismet Inönü forme un gouvernement de coalition.

22 FÉVRIER 1962. — Une tentative de coup d'Etat fomentée par une partie de l'armée de terre, est déjouée.

21 MAI 1963. — Une tentative de putsch des officiers de l'Ecole de guerre est écartée à Ankara.

10 OCTOBRE 1965. — Les élections générales portent au pouvoir M. Süleyman Demirel, président du parti de la justice.

1970. — Succès de crises. Le gouvernement devient minoritaire. De violentes bagarres éclatent : un état de siège partiel est proclamé. La livre turque est dévaluée des deux tiers.

JANVIER-MARS 1971. — Les violences se multiplient, tandis que la crise économique s'aggrave.

12 MARS 1971. — Le haut commandement militaire prend le pouvoir, politique sous son contrôle. L'état de siège ne sera levé qu'avec les élections du 14 octobre 1972, et M. Demirel retrouvera le pouvoir dix-huit mois plus tard.

## CHEZ LES TURCS DE PARIS

« Non à la junte fasciste ! » Atcha calligraphie posément sur une grande feuille de carton orange, dans une pièce enfumée de l'union départementale de Paris de la C.F.D.T. De tous les ateliers de coction du Sautier et de Belleville, on vient ici aux nouvelles, fumaill, après avoir entendu la radio vendredi matin, n'a même pas pris le chemin de l'atelier : « Je suis venu directement ici. »

Fasciste, la junte ? Pour tout cela va de soi. Et c'est n'y a eu aucune effusion de sang, c'est parce que les gens ont peur », estime Amet. La seule mention des Etats-Unis déclenche des rires entendus. Pour fumaill, il ne fait pas de doute que les Américains ont déjoué le coup d'Etat : « La preuve ? Envois était encore aux Etats-Unis le mois dernier. »

Même mobilisation tranquille pour aucun d'entre eux le putsch n'a été totalement une surprise — dans cet atelier du quartier de Pagnolle : « Il faudrait faire quelque chose tout de suite », affirme Abdullah, qui craint pour sa famille, « plutôt sympathisant Ecevit ». Faute d'informations précises, des rumeurs courent : il y aurait eu trois morts et vingt blessés à Ankara.

« Faire quelque chose », tout de suite : faut de mieux s'est contenté, vendredi soir, de distribuer à la saute-les quelques tracts aux passages en goguette, sur les grands boulevards et au quartier Latin. Loin d'Istanbul.

## AIDEZ-NOUS A VAINCRE LE CANCER

Adhérez au « GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CANCER ». Reconnu d'utilité publique par décret du 18-4-1978. Adhérent au « Haut Comité Français dans la lutte contre le cancer ».

La GEFLUC apporte aux Centres de Recherches Anticancéreuses de toutes les régions de France des subventions qui permettent de faire face aux demandes et aux appels urgents des Chercheurs.

La GEFLUC procure à ses adhérents, et éventuellement à leurs proches, à charge (parents et enfants), une aide sociale qui va des facilités de dépense à une aide pécuniaire dans les cas motivés pénibles.

La GEFLUC fait donc appel pour combattre le fléau à la solidarité des salariés (cotisation annuelle de base : 30 F) et des comités et chefs d'entreprise (participation volontaire, dons).

Renseignez-vous ou adressez à la GEFLUC le plus proche de votre domicile, dont voici les adresses en France :

PARIS - 27, rue d'Edimbourg, 75008 PARIS, 522-87-43.  
MARSEILLE - B.P. 331, 13214 MARSEILLE CEDEX 1.  
BORDEAUX - Bourser maritime, place Lottin, 33075 BORDEAUX.  
LYON - 3, rue Président-Comot, 69002 LYON.  
ROUBAIX - 13/2, rue du général de Gaulle, 59100 ROUBAIX.  
TOULON - 7, rue Racine, 83000 TOULON.  
GRENOBLE - 6, bd Joseph-Vailler, 38000 GRENOBLE.  
ROUEN - Rés. de Clères, 204, ch. de Clères, 76230 BOISGUILLAUME.  
NANTES - Centre René Gauducheau, Hôtel-Dieu, quai Monceau, 44035 NANTES.  
MONACO - 28, boulevard de Belgique, PRINCIPAUTE.  
NICE - 36, avenue de la Voie Romaine, Centre A. Lacossagne, 06000 NICE.  
MONTPELLIER - 16, rue de la République, 34000 MONTPELLIER.  
DIJON - 10, place de la Fontaine-d'Ouche, 21000 DIJON.

Le cancer concerne chacun de nous. Chaque membre de notre famille.

هكذا من ألداد







مكتبة من الأصول



Le Monde

# politique

## LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

### DOUBS : un fauteuil pour M. Edgar Faure

De notre envoyé spécial

Besançon. — « Il faut adapter ses ambitions à son âge », dit M. Edgar Faure. A soixante-douze ans, l'ancien président du conseil, l'ancien ministre de l'agriculture, de l'éducation nationale et des affaires sociales, l'ancien président de l'Assemblée nationale, l'ancien député de la troisième circonscription du Doubs, représentant à l'Assemblée européenne, membre de l'Académie française, aspire à devenir le successeur de M. Jacques Henriet au Sénat.

M. Henriet, qui aura soixante-seize ans le mois prochain et qui était entré au Sénat en 1959, s'affirme satisfait par vingt et un ans de vie parlementaire et content de laisser la place à un autre, mais il s'écène qu'un ait choisi, pour le remplacer, un homme qui n'a que quatre ans de moins que lui. A vrai dire, et bien qu'il s'en défende, M. Henriet (P.R.) n'aime pas beaucoup M. Faure (étiquette variable). Envisageant la défaite de celui-ci le 28 septembre, il affirme : « Si Edgar Faure est battu, il l'aura été par vous par qui ? Par Edgar Faure. » M. Henriet veut dire qu'il pourrait manquer à M. Faure, pour être élu, un nombre de voix égal à celui des vingt-deux conseillers de gauche, qui lui avaient enlevé la mairie de Pontarlier en mars 1977. M. Faure avait alors commis deux erreurs : il était trop souvent absent de sa ville et il avait négligé, entre les deux tours, de négocier avec une liste « dissidente » de la majorité, dont le ralliement aurait pu lui permettre de conserver la mairie. Ces échecs ne l'avaient pas empêché d'être réélu député au premier tour, en mars 1978, avec 53,4 % des suffrages exprimés.

#### Une « bataille de la Marne » contre le collectivisme

« Edgar et moi devrions passer », dit M. Schwint, maire de Besançon depuis 1977, qui même la liste socialiste. L'incertitude ne paraît pas alors que l'attribution du troisième siège du Doubs sera à M. Faure et si, comme il est probable, le P.R. prend également le siège de Besançon, le conseil régional, qui comptera alors treize membres, sera partagé à égalité entre la gauche et la droite. Celle-ci conservera-t-elle la présidence de la région grâce à une abstention chez ses adversaires (celle de M. Jacques Marcellin, maire (M.R.G.) de Luxeuil, en

Chargé, à l'Assemblée européenne, du rapport sur les régions à dominante rurale, M. Faure, qui siège à la commission de la politique régionale et de l'aménagement du territoire, souhaite associer l'opérationnel et le conceptuel en se consacrant, dans une fonction parlementaire « moins agitée », que celle de député, au développement de la région Franche-Comté, dont il préside le conseil régional. Il a donc pris, pour les élections sénatoriales, la tête des candidats de la majorité, on l'on avait envisagé, l'an dernier, de présenter deux listes. Cette tactique était dangereuse dans un département où le gauchisme, bien qu'en recul lors du scrutin européen de juin 1978, peut confirmer son succès de 1971 (révolution insurrectionnelle de M. Robert Schwint, P.S.), voire l'amplifier en obtenant le siège supplémentaire dont disposent, cette année, les grands électeurs du Doubs. Aussi les conseillers généraux de la majorité ont-ils désigné, avec l'accord des élus-maires, trois candidats et trois suppléants choisis dans les rangs de l'U.D.F. et du R.P.R.

M. Henriet a contesté cette procédure et réclamé la réunion d'un congrès des maires modérés. « C'est la tradition dans le Doubs », dit-il. Environ trois cents maires, adjoints, représentant 146 mandats, se sont réunis le 17 août à Mamirolle. Ils ont confirmé le choix des conseillers généraux, en donnant 688 voix à M. Faure, président départemental de l'U.D.F., 614 voix à M. Louis Souvet (U.D.F.), maire d'Exincourt, et 538 voix à M. Jean Verceletti (R.P.R.), conseiller général et maire de Quingey. Les grands électeurs du Doubs étant au nombre de 1 352, M. Faure semble assuré de son élection.

#### Une circonscription à prendre ?

La candidature de M. Faure rend cette opération difficile. S'il a des détracteurs, le président du conseil régional bénéficie cependant d'un prestige et d'une influence qui lui donnent une assise solide parmi les électeurs de gauche. M. Faure a donc décidé d'employer ces dernières semaines à démontrer l'autorité dont il dispose en obtenant le ralliement au cycle d'études de sciences économiques, qui avait été supprimé à l'université de Besançon, et une limitation de l'augmentation des impôts des agriculteurs. « Une intervention d'Edgar Faure a un poids qui n'aurait jamais les miennes », reconnaît modestement M. Raymond Tourrain, député de la circonscription de Besançon et dirigeant départemental du R.P.R.

Les collectifs de M. Faure ont fait bonne impression sur les maires réunis à Mamirolle. M. Souvet, maire, depuis 1965, d'une petite commune de la banlieue de Montbéliard, adhérent direct de l'U.D.F. appartenait à la majorité du conseil régional. M. Faure a été élu, un point d'appui dans une région où la gauche est en position de force. « C'est l'homme de Peugeot », disent les socialistes, estimant que le chef du personnel des usines de mécanique de la firme à Sochaux ne saurait se présenter à une élection de ce type sans l'adhésion de la majorité. « J'ai même demandé, dit M. Souvet, si, au cas où je serais élu, je pourrais obtenir des congés sans solde pendant les élections législatives. Cela m'a été accordé. » Montrant le pavillon qu'il habite à Exincourt, M. Souvet interroge : « Franchement, ai-je l'air d'un

### DORDOGNE : le second siège socialiste est menacé par M. Pierre Chaussade

De notre correspondant

Périgueux. — Les deux sénateurs sortants, l'ancien ministre socialiste M. Robert Lacoste et M. Marcel Brégère ne se représentent pas. Le P.S., qui a refusé la proposition du M.R.G. de faire liste commune, présente la candidature de M. Michel Manet, député, maire de Bergerac, qui avait succédé l'an dernier à M. Robert Lacoste à la présidence du conseil général. Le second candidat socialiste est le président de l'union des maires de Dordogne, M. Lucien Delmas, secrétaire général de la mairie de Bergerac. Le M.R.G. présente, en outre, M. Alain Bonnet, député du Nontronnais, maire de Brantôme et président départemental du M.R.G. Le fils de l'ancien ministre Georges Bonnet avait réalisé un bon score en 1971 : 473 voix au premier tour sur 1 188 suffrages exprimés. Il a néanmoins renoncé, laissant la place à Pierre Chaussade, ancien préfet de région, ancien secrétaire général du gouvernement de l'Algérie auprès de M. Robert Lacoste, P.-D.G. de la Lyonnaise des eaux et conseiller général de Buisson-de-Cadoux. Le second candidat M.R.G. est M. André Meyssignac, secrétaire général du conseil régional, conseiller général du canton de Verdelles et maire de Contre-Rouge. Il avait été suppléant de Georges Bonnet lors du dernier mandat de député de l'ancien ministre. M. Pierre Chaussade avait bénéficié l'an dernier, pour son élection dans le canton de Buisson-de-Cadoux, d'une série de circonstances favorables, pour ne pas dire de com-

plémentaires, le sortant M. Fromentière (P.R.), ne se représentant pas et faisant campagne pour lui. Au deuxième tour, P.C. et P.S. s'étaient défaits en sa faveur. M. Pierre Chaussade, soixante-sept ans, est, pense-t-on, l'homme qui monte.

Pour la majorité, dont les chances sont faibles, seul M. Raoul Rousseau, valoisien, se présente. Il soutient qu'en l'absence de lui, un R.P.R. Son souhait a été entendu avec la candidature de M. Jean Faure, maire de Rouffignac. Localement, le climat est devenu meilleur entre l'U.D.F. et l'U.D.R. M. Yves Guéna, député et maire de Périgueux, y a contribué en lançant dans le département l'association des élus locaux.

Les deux candidats du P.C., MM. Guy Besse, membre du comité central, maire de La Coquille, conseiller général de Jumilhac, et Jean-Roger Lacoste, maire de Singes, mènent une campagne classique et jouent leur partie même si on ne leur donne guère de chances.

Chez les socialistes, M. Manet est donné gagnant, ce qui entrainera des élections législatives partielles.

Une inconnue subsiste pour l'élection d'un second sénateur socialiste. En effet, M. Pierre Chaussade a trouvé, au P.S., des alliés précieux pour lui, notamment M. Raoul Lacoste, qui n'a jamais caché combien il avait été ulcéré de la façon dont son parti (et notamment les jeunes) ne lui avait pas renouvelé sa confiance au poste de président du conseil général. M. Guéna ne veut pas non plus d'un mauvais œil l'élection de M. Chaussade tout en souhaitant une forme de reconnaissance lors de législatives auxquelles M. Faure — qui reculerait à faire une campagne prudente — pourrait se présenter. Quant à la préfecture, elle ne serait pas fâchée de voir « l'un des siens » élu, en la personne de M. Chaussade.

JACQUES MAHUAS.

### Le sens du scrutin de 1981

(Suite de la première page.)

C'est aussi une question de bon sens car l'équivalence de ces deux élections serait la négation de ce qui fut une préoccupation majeure de l'inspiration et des auteurs de la Constitution de 1958, et certainement une des raisons principales de son adoption massive par la nation, à savoir la stabilité.

Etant donné que, en vingt ans, il y a eu six élections législatives et quatre présidentielles, s'il y avait équivalence cela voudrait dire que le compte constitutionnel serait en quelque sorte remis à zéro en moyenne tous les deux ans. Ce n'est pas ce qu'on a voulu ni ce que veut l'immense majorité de la nation qui travaille et qui produit et qui ne saurait être confondue avec ceux, peu nombreux mais bruyants, pour qui l'agitation autour d'une perpétuelle question à plus d'attitude que de contenu servirait d'une procédure constitutionnelle.

La Constitution est claire. L'importance de ces deux consultations électorales n'est pas douteuse. Mais leur portée ne saurait être la même. La démonstration en est donnée par le rôle et les attributions du président de la nation — le chef de l'Etat, contrairement aux Constitutions précédentes, est placé en tête des institutions — et la généralité des termes employés ne laissent aucun doute sur cette prééminence.

Et c'est bien à tort que l'on a voulu parler de la réduction de l'article 20, concernant le rôle du gouvernement, en paraissant oublier l'article 8 qui donne au président la désignation du chef de ce gouvernement, et l'article 10, qui lui fait présider les conseils des ministres, c'est-à-dire la chambre de décision du même gouvernement pour toutes les questions essentielles. C'est donc, dans ce conseil, et sous cette prési-

dence, que le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation.

Les attributions du Parlement sont considérables. Mais elles sont précédées et ce qui est nouveau là aussi par rapport aux Constitutions précédentes — limitativement énumérées. La désignation des membres du Parlement dans le cadre d'une circonscription ajoute encore à cette différence de nature entre les deux consultations. Techniquement tout d'abord, parce qu'aucune voix n'est perdue dans le cadre de l'élection présidentielle, ce qui n'est pas le cas pour les élections législatives. Mais c'est surtout parce que la circonscription, bien que s'agissant des députés de la nation, crée un type de rapports entre l'électeur et l'élu plus proche, on pourrait presque dire affectif. On entend couramment dire « mon député », ce qui a une petite résonance possessive, mais, après tout, souvent sympathique. Il n'y a, et ne peut y avoir, rien de tel pour le président de la République.

Dès lors, la psychologie des citoyens quand ils procèdent à ces deux actes importants de la vie de la République ne doit pas être la même, et ils doivent s'y préparer, dans un état d'esprit différent.

Une rigueur particulière

Le choix des orientations majeures pour la nation doit se faire, dégagé des contingences locales, dans l'acte unique concernant la magistrature suprême de l'Etat. Il ne peut pas résulter avec la même clarté et la même rigueur et, dès lors, la même portée de la juxtaposition de quatre ou quatre-vingt-dix choix individuels.

S'il n'y a donc pas de doute sur la prééminence de l'une de ces deux élections sur l'autre, cela doit comporter pour la première une rigueur particulière. Plus que toute autre, elle doit être protégée des jeux de cirque des affrontements de personnalités et des jeux d'esprits scolastiques des idéologies. C'est le moment et l'occasion solennelle de parler sérieuse-

ment des choses graves, de celles qui intéressent la nation tout entière, au-delà des circonstances, au-dessus des équilibres plus ou moins heureux des intérêts, même légitimes, des groupes et des catégories.

Mais ce sérieux même implique la mesure. Il s'agit de l'acte constitutionnel capital, mais il faut le laisser dans son cadre institutionnel et dans sa finalité propre. Il s'agit d'une procédure régulière, périodique, normale en un mot. Ce n'est pas un cataclysme joué à quille ou double. Le citoyen doit être appelé à la gravité et non à l'effulgence.

Les citoyens ont droit, et c'est essentiel pour eux, à la continuité de l'Etat. Tel est, en particulier, le sens et l'esprit de la disposition du troisième alinéa de l'article 7 de la Constitution, qui prévoit que l'élection du nouveau président a lieu avant l'expiration des pouvoirs du président en exercice. L'idée avancée parfois selon laquelle celui-ci pourrait, à sa seule initiative, démissionner par anticipation s'il était lui-même candidat est tout à fait contraire à cet impératif majeur de continuité. Elle reviendrait à mettre sur le même plan deux notions qui ne sont pas de même nature, ou de même nature, les deux d'un candidat, qui sont réels mais à lui, et les devoirs du chef de l'Etat, qui appartiennent aussi à la nation. Bien entendu, il y a l'intérêt prévu. Mais c'est un pis-aller, pour éviter le vide en cas de force majeure, assez semblable à ce qu'était autrefois l'expédition des affaires courantes par un gouvernement démissionnaire. On se souvient de circonstances dramatiques sur le plan international, où la France s'est ainsi trouvée en état d'incapacité. Il n'est pas besoin de souligner que l'évolution des choses n'a pu que renforcer cette obligation de présence pleine et entière.

Les institutions doivent fonctionner, et sans permettre parfaitement de changer les hommes. Ce qui est important.

Mais il n'est pas nécessaire, et il ne serait pas convenable, de remettre aux élections tous les sept ans l'Etat, la République et la France. Ce qui est encore plus important.

PIERRE CHATENET.

### Gault Millau

Ne buvez pas idiot !

Au restaurant et chez les cavistes, il y a trop de vins trop chers. Sachez-vous, qu'il existe dans le Bordelais, les Côtes-du-Rhône, les Pays-de-Loire, le Midi et même en Bourgogne de petites merveilles, entre 5 F et 30 F. Des centaines d'adresses et une rencontre chaleureuse avec ceux qui font les vins, que vous aimerez, dans le Nouveau Guide Gault-Millau, « Spécial Vins », de septembre (240 pages).

Exclusif : Les révélations de Deng Xiao Ping

LA VÉRITÉ SUR MAO

LE NOUVEAU observateur

L'HISTOIRE BOUCHE. LE NOUVEAU OBSERVATEUR AUSSI

● M. Michel Debré s'est entretenu vendredi 12 septembre avec M. Gilbert Grandval, président de l'Union gaulliste pour la démocratie, entouré de plusieurs membres du bureau politique de cette organisation.

Sénateurs sortants : MM. Jacques Henriet (rép. ind.), qui ne se représente pas, et Robert Schwint (P.S.).







## ÉDUCATION

### CHRONIQUE SCOLAIRE DE SAINTES

#### La paix des familles

De notre envoyé spécial

Nous terminons aujourd'hui la chronique de la rentrée scolaire à Saintes (Charente-Maritime), commencée dans « le Monde » du 10 septembre.

Saintes. — Sur le cours National, non loin des hôtels des dix-septième et dix-huitième siècles qui bordent la Charente de leur splendide et imposante, on se presse au cinéma. Le film voudrait être de circonstance : Les sous-doués passent le bac. Ce comique troyen en sa version scolaire est à dire avec sérieux. Etiquettes et classements sont désormais de l'ordre des choses. La cause est entendue : il y a les concrets et les abstraits, les divers et les autres, les intellectuels et les manuels.

Ce tri a des allures scientifiques. Ceux qui en font les frais étudient la cité technique. Bernard-Palissy — plus de mille élèves dont cinq cent cinquante en lycée d'enseignement professionnel — ou au centre de formation d'apprentis (C.F.A.), du bâtiment — soixante élèves de classes de pré-apprentissage et cinq cent cinquante apprentis de plus de seize ans. Bazar de la géographie ou symbole d'une exclusion, les deux établissements sont situés en bordure de la ville. « Nos jeunes ne sont pas moins intelligents que d'autres », dit M. Gallais, directeur du C.F.A., construit en pleine zone industrielle, simplement plus concrète, plus réaliste. Ils ont voulu quitter l'école. A nous de les reconstruire avec elle, de les séduire, de leur montrer que, dans la vie pratique, on a besoin de faire les quatre opérations. « Venus de tout le département, 60 % des apprentis sont internes et passent une semaine au C.F.A., trois semaines chez leur patron. Les locaux sont modernes, plaisants et colorés. Bar, ay-tout, table de ping-pong, club photo, atelier de céramique. La profession, qui a lancé l'établissement en 1974, n'a pas été avariée. Par intérêt bien compris sans doute : la Charente-Maritime est le premier département pour le nombre d'apprentis dans le bâtiment. Mais ces efforts n'effacent pas l'ennui et une certaine tristesse. Les dortoirs à huit lits rassemblent à des chambres militaires, vides et sans âme. Il n'y a aucune décoration, aucun « poster » sur

les murs : « Ils ne l'ont jamais demandé », commente un éducateur. Il n'y a pas de mystère : on décore là où on est bien. Quant à l'examen, le C.A.P., 35,20 % seulement d'entre eux l'ont obtenu. « Vous savez, le but du C.F.A. n'est pas nécessairement le C.A.P. », dit M. Doré, qui représente ici les professionnels du bâtiment. Puisque, de toute façon, 65 % ont l'épreuve pratique... Mais pour le jeune, son avenir et son salaire, en est-il de même ?

Partir de mots et de mobylettes, l'entrée, la cité technique accuse son âge. « Tout a été construit en 1962 », dit M. Charles Horvath, chef des travaux, responsable des ateliers. Depuis, le changement. On se débrouille avec des préfabriqués. Dans le « parc machines », des élèves venus de classes de cinquième commencent leur première année de mécanique. Découverte mi-craintive, mi-bravache de la fraiseuse et du tour. Sur des machines souvent trop anciennes au goût de M. Horvath, « L'établissement n'est pas riche, ajoute-t-il. Le produit de la taxe d'apprentissage est faible : 16 millions annuels. »

À la porte, quelques jeunes. Cheveux longs, et casque à la main. Pas ravis d'être là ni d'avoir dû réviser leur doctrine d'élève. Un peu « grognons » et voulant à tout prix avoir le dernier mot. « Pourquoi ça vous intéresse la rentrée ? C'est chaque année pareil. Le train-train. Rien d'un événement ! » Dans le train parti de l'Atlantique qui emmène vers Paris d'autres élèves en vacances, les plus jeunes profitent de ces derniers instants. Le couloir est bapillé d'amp de course. On se bouscule, on crie, on tire la langue. On effraye le chat d'une « vieille mère » et on se fait peur dans les escaliers. Tous les plaisirs ont une fin. Les mères se font un devoir de le rappeler par quelques taloches bien ajustées. « Il leur en faut une par la pour qu'ils comprennent », dit l'une. Heureusement qu'ils rentrent à l'école mardi, car les calmes. La clôture scolaire pour la paix des familles, les deux établissements ont un univers à l'autre, ne se réduisent-elle qu'à ces petites choses ?

EDWY PLENEL.

#### Une distribution de cartables par le Secours populaire français

### « Par ici, c'est gratuit »

Champligny. — Une grosse demi-heure pour distribuer gratuitement mille trois cents cartables. Chacun, cramponné à son bon, était venu chercher son dû. En moins de temps qu'il n'en faut à la maîtresse ou au maître d'école pour expliquer la première personne du singulier, tout avait disparu. Image fugitive de piraterie en action. Un responsable s'époumonait : « Il y en aura pour tout le monde. » Les enfants, certains ravis, s'en retournaient en comptant le nombre de poches, d'autres mécontents auraient préféré une autre couleur.

A l'initiative de la fédération du Val-de-Marne du Secours populaire français (1), dix mille cartables ont été distribués cette année pour la rentrée à des enfants « délaissés », dont trois mille cinq cents dans ce département. La distribution a eu lieu le 8 septembre au Kremlin-Bicêtre et à Rungis. Mercredi 10, c'était à Champligny.

L'opération, une des multiples actions de solidarité qui font la raison d'être du S.P.F., avait déjà eu lieu l'an dernier à l'occasion de l'Année internationale de l'enfant. Mais comme le dit M. Gérard Mauritus, secrétaire général du conseil général Ile-de-France du S.P.F., « l'année de

l'enfant ne s'est pas arrêtée le 31 décembre 1979 ».

Ses collaborateurs, tous bénévoles, ont donc pris leur plume et écrit à tous les maîtres du département afin que ceux-ci leur signalent l'adresse de toutes les familles « délaissées », qui ont reçu par la suite un « bon pour un cartable ».

Comme souvent dans ce genre de distribution gratuite, il y a bien eu un peu de resquille, quelques gamins coincés contre les barrières métalliques, mais pas d'incident. On aurait pu en croire un possible lorsqu'une mère de famille, ses deux enfants à ses côtés, répétant à l'envi d'un « oui » : « Neuf ans et sept ans », désignant tour à tour l'une et l'autre, réclamait, vociférant, non pas un, mais deux cartables, alors qu'elle n'avait aucun bon. Un oubli ! Elle est repartie avec ses deux cartables quand même. Sans un mot, sans merci, comme tout le monde.

Mais, comme le dit M. Mauritus : « On n'a rien payé de rien ».

CHRISTIAN COLCOMBET.

(1) Secours populaire français (comité national), 9, rue Froissart, 75003 Paris. Tél. : 278-50-46.

## Gault Millau

### Les grands vins, trop chers ? Tant mieux !

Nous boirons les autres... Et en particulier ceux que l'équipe Gault-Millau a sélectionnés, après avoir exploré la totalité du vignoble français, parcouru plus de 10.000 km et 1800 lieux. Place : à l'avant-garde de 1500 vins, inconnus ou méconnus, entre 5 F et 30 F environ. Les résultats de cette enquête sans précédent dans le « Spécial Vins » du Nouveau Guide Gault-Millau de septembre (240 pages).

### La section locale du Syndicat des instituteurs suspend son mot d'ordre de grève dans la Sarthe

La rentrée scolaire — commencée le 9 septembre et qui s'achèvera jusqu'au 29 septembre, — est faite dans dix académies. Le mardi 16 septembre, les élèves des trois académies de la région parisienne reprendront à leur tour le chemin des salles de classe.

Seules, quelques-unes n'ont pas été marquées ces premières rentrées. Nos correspondants nous signalent une grève d'enseignants au lycée technique Colbert de Tourcoing, pour protester contre l'insuffisance des effectifs de surveillance, et l'organisation d'une classe « sauvage » au lycée Lauro-Gatet de Perpignan, où trente-trois élèves n'ont pas été admis à redoubler en terminale G1 (baccalauréat de technicien, secteur tertiaire). Certains d'entre eux ont pu s'inscrire dans d'autres villes, d'autres ont abandonné. Huit élèves persévèrent dans leur volonté de s'inscrire dans leur ancien établissement. Le proviseur a proposé de reprendre cinq de ces huit élèves, ce qui porterait les effectifs des deux classes terminales G1 à quatre-vingt élèves. Elèves, parents et professeurs refusent cette solution. Des assemblées générales doivent décider de la suite du mouvement.

#### Le piège de la politisation

Le climat de la rentrée est dominé, en fait, par la polémique syndicale et politique qui oppose, d'une part, le ministre de l'éducation, et d'autre part, les syndicats — à l'intérieur desquels de la FEN — aux communistes (le Monde du 12 septembre).

M. Louis Mézard, député du Calvados, délégué à l'éducation nationale du parti socialiste, précise que « ce n'est pas parce que le parti socialiste refuse de tomber, comme le parti communiste, dans le piège de la politisation à outrance de l'école que, si l'on a voulu qu'il reste silencieux ou muet. Le parti socialiste est à l'initiative de formes nouvelles d'actions, plus efficaces et plus responsables destinées à faire réellement reculer le gouvernement. C'est ainsi que, dans de nombreux départements, les deux syndicats ont initié des sessions extraordinaires de conseils généraux et régionaux, destinées à sensibiliser la population et à obtenir les moyens d'un enseignement de qualité ».

Les grèves annoncées par plusieurs syndicats sont au cœur de cette polémique. Dans les écoles, dix syndicats départementaux du Syndicat des instituteurs, animés par la tendance Unité et Action (dirigée par des communistes), ont lancé un mot d'ordre de grève pour le 12 et 13 septembre. Toutefois notre correspondant à Mans nous signale que la section de la Sarthe vient de décider de ne pas participer. « L'attitude de la direction nationale du SNI, selon les responsables sarrthois, a conduit à casser la combativité des syndicats », dit-il. « Ils ont refusé le sens et le but de la journée du 18 septembre ».

Dans l'enseignement secondaire, six syndicats (1) appellent à des grèves partielles en fonction des dates de rentrée (le Monde du 6 septembre). L'un d'eux, le Syndicat national des collèges (S.N.C.), indépendant, a exprimé son indignation devant la campagne qui se développe à l'occasion des grèves légitimement.

#### PAS DE DIRECTRICE PAS D'INSCRIPTION

Les futurs élèves de l'école maternelle du 149, rue de Valenciennes, à Paris (15<sup>e</sup>), ne sont pas encore inscrits. C'est la conséquence qui résulte avec précision de la démission en répitant inlassablement : « Nous ne savons rien, rien, rien. » Mme la directrice, seule personne compétente en matière d'inscription, non seulement est absente mais demeure introuvable. Personne ne s'est encore présenté pour la remplacer dans ses fonctions et les instituteurs ne reprendront le chemin de l'école que le lundi 15 septembre, veille de la rentrée à Paris.

Les bambins font bien triste mine pendant que leurs mères se plaignent à la concierge : « Vous vous rendez compte, je travaille mardi. Que vais-je faire de mes deux enfants ? Il faut absolument rassembler le comité des parents d'élèves avant la rentrée ».

L'inspectrice des écoles maternelles du quinzième arrondissement nous a déclaré qu'une ancienne institutrice serait présente lundi matin pour recevoir les inscriptions. Mais les parents d'élèves — qui souvent ont dû prendre une ou plusieurs demi-journées de congé pour tenter d'inscrire leurs enfants — n'en sont pas informés lorsqu'ils se présentent à l'école. — S. L. P.

engagés en cette rentrée scolaire ainsi que « devant la convergence des attaques menées par MM. Beullac, Henry, Georges contre des professeurs décidés à empêcher la dégradation du service public d'enseignement. La politisation de leurs arguments ne constitue qu'un alibi pour tenter de cacher leur embarras, de justifier leur réaction de masochisme ». La participation du S.N.C. aux grèves de rentrée, ajoute son secrétaire général, « signifie clairement qu'il ne s'agit ni d'une combinaison politique ni d'une opération tactique ».

La Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.) de son côté, tout en faisant part de ses inquiétudes en ce qui concerne les dangers de la seconde indifférence et les vacances scolaires, se désole à ses adhérents de s'opposer à la grève, « tout en laissant chacun libre de participer localement, en particulier si les revendications sont limitées à quelques points précis purement professionnels ».

(1) Il s'agit, d'une part, du Syndicat national des lycées et collèges (S.N.L.C.), indépendant, et d'autre part du front du second degré, composé des syndicats nationaux des enseignants : second degré (S.N.E.S.), FEN, des professeurs d'éducation physique (S.N.E.P.), du Syndicat général de l'enseignement national (S.G.E.N.-C.B.D.T.), du Syndicat national des enseignants techniques (S.N.E.T.-C.B.T.) et du Syndicat national des collèges (S.N.C., indépendant).

RECTIFICATION. — Deux erreurs ont déformé le sens d'une réponse de M. Jean-Marie Schieret (président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public) aux questions sur les conditions de la rentrée scolaire (le Monde du 11 septembre). M. Schieret nous avait déclaré au sujet des grèves d'enseignants : « Tout en sachant que les effectifs de l'enseignement sont insuffisants, nous devons nous efforcer de faire l'objet d'un plan échelonné et concerté d'abaissement, nous devons nous efforcer de faire commencer, dans un certain nombre d'endroits, par des grèves préjudiciables aux élèves. »

#### PLUSIEURS DIPLOMES SONT RÉTABLIS AUX UNIVERSITÉS DE POITIERS ET DE RENNES-II

Plusieurs formations universitaires dont les diplômes n'avaient pas été reconnus par le ministre des universités en juillet dernier viennent d'être maintenues ou créées.

C'est ainsi qu'à l'université de Poitiers les habilitations à délivrer la maîtrise de sciences et techniques de génie industriel, ainsi que la licence et la maîtrise de sciences de gestion, ont été maintenues. D'autre part, une nouvelle filière d'études est créée avec l'habilitation à délivrer le diplôme d'études approfondies (D.E.A.) en droit de troisième cycle en physiologie animale.

L'université de Rennes-II est habilitée à nouveau à délivrer une licence et des maîtrises d'arts plastiques, ainsi qu'un D.E.A. et un doctorat de troisième cycle de littérature française et comparée. Dans les deux cas, ces changements répondent des interventions auprès du ministre des universités des hommes R. Biquès, M. Saunier-Séte et M. René Monory, ministre de l'économie, conseiller général de la Vendée. A Rennes, les habilitations ont été accordées : à M. Raymond Marcellin (U.D.F.-R.), maire de Vannes et président du conseil régional de Bretagne. Le président de l'université de Rennes-II nous précise qu'il n'a été informé des rétablissements d'habilitation que par le cabinet de M. Marcellin.

Mme Saunier-Séte avait déjà procédé de la même façon en rétablissant certains diplômes à l'université d'Amiens, à la demande de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation et candidat aux prochaines élections sénatoriales dans l'Aisne.

Un comité de soutien à Mme Macchiocci. Le groupe socialiste à l'Assemblée des Communautés européennes a lancé, jeudi 11 septembre, un appel au gouvernement français contre sa décision de mettre fin aux fonctions enseignantes à l'université Paris VIII de Mme Maria-Antonietta Macchiocci, député italien à cette Assemblée. « L'action du gouvernement français, déclare-t-il, est contraire à la tradition de Rome et à ses propres déclarations en faveur du progrès culturel en Europe. » Un comité de soutien à Mme Macchiocci a, d'autre part, été créé à Paris sur la base d'un appel en sa faveur signé par cent cinquante personnalités.

Comité de soutien à Maria-Antonietta Macchiocci. Editions du Seuil, 19, rue Jacob, 75006 Paris.

## RELIGION

### La session nationale des aumôniers de l'A.C.O.

#### L'engagement politique du prêtre

Plus de trois cents aumôniers diocésains de l'Action catholique ouvrière (A.C.O.) se sont réunis à Poitiers, du 5 au 7 septembre, en session nationale. Ont également participé à cette réunion : trente-six laïcs (membres des instances nationales de l'A.C.O.) : neuf évêques de la Commission épiscopale du monde ouvrier, dont son président, Mgr Guy Herbulot, évêque de Corbeil, dix-neuf « experts » et théologiens, des invités d'autres mouvements d'action catholique, français et étrangers.

L'Action catholique ouvrière, mouvement laïque missionnaire conduit par des militants ouvriers, fonde il y a trente ans, compte aujourd'hui dix-sept mille adhérents et deux mille aumôniers. Face au vieillissement des prêtres et à la diminution de leur nombre dans l'Eglise, une des préoccupations des aumôniers laïcs en session nationale était de définir le rôle spécifique et la place originale du prêtre dans l'A.C.O.

Les questions qui se posent à lui sont multiples : Est-il un « permanent du mouvement » alors qu'il n'a pas le droit de vote dans les instances dirigeantes ? Doit-il jouer un rôle de suppléance ? Que signifie son statut de « ministre ordonné » ? Solidaire avec le monde ouvrier, jusqu'où peut-il aller son engagement ? Parle-t-il au nom de l'Eglise ou est-il le porte-parole du milieu qu'il a choisi d'incarner ?

De telles questions ne sont pas nouvelles, mais elles prennent une acuité accrue avec l'évolution aussi bien du milieu ouvrier, toujours plus éprouvé, que de l'Eglise, au sein de laquelle, depuis le concile, sur la mission et le rôle respectif des prêtres et des laïcs.

La solidarité des aumôniers de l'A.C.O. avec les travailleurs ne fait pas de doute, et elle se renforce même avec la crise. Dans le discours d'ouverture à Poitiers, les conflits en France (Manufactures, Dufour, Garnier, la grève des marins pêcheurs) et à l'étranger (Bolivie, Argentine, Chili, Pologne) ont été évoqués. Et lors de la conférence de presse donnée à Paris le 6 septembre, le Père Bernard Crinon, aumônier national de l'A.C.O., a déclaré : « Les aumôniers de l'A.C.O. ne peuvent pas se dispenser d'une confrontation vaineuse entre la foi au Dieu de Jésus-Christ et une classe ouvrière qui subit une situation de précarité, de déshérence, pour des millions d'hommes et de femmes en France et dans le monde, une classe ouvrière qui lutte contre le système capitaliste responsable de cette situation. »

#### « Ensemble mais distincts »

Mais, concrètement, quelle part les aumôniers doivent-ils prendre dans cette lutte ? Le mot de « compromission » (dans le sens positif d'engagement) est revenu comme un leitmotiv dans les textes et les déclarations de la session de Poitiers. Dans son intervention, M. Joseph Lebot, permanent laïc du mouvement, a cité cette réflexion d'un prêtre : « Autrefois, il s'agissait surtout de protéger, de défendre, d'être les conservateurs de la saine doctrine, les détenteurs du savoir religieux. Il nous faut de plus en plus être des acteurs de cette recherche du Dieu. »

Et M. Lebot de préciser : « Nous ne nous posons pas de la question de la part que Dieu doit nous donner. Nous sommes des hommes, nous sommes des hommes de notre époque. Nous sommes ceux dont nous vivons tous les jours dans les luttes, les débats, que nous menons pour la libération humaine. » Des laïcs qui sont toujours plus politiques (1), du reste, comme le reconnaît cette constatation de

(1) Le comité national de l'A.C.O. comprend notamment sept membres du parti communiste français.

l'A.C.O. en 1977 : « Laïcs et prêtres, nous sommes accablés à partir de la crise ouvrière en termes de classe. »

Autrement dit, les aumôniers ne peuvent plus se prétendre « l'homme de tous » ou « de nulle part » et de partout, phrases utilisées pour justifier le non-engagement du prêtre, « critère d'unité ». Le problème de l'engagement politique n'a pas été résolu pour autant : des prêtres ouverts militent dans des parcs et des syndicats, y compris le parti communiste, alors que la grande majorité des aumôniers de l'A.C.O. refusent une position aussi partisane, et définissent leurs rapports avec les laïcs du mouvement par cette formule de Mgr Herbulot : « Nous sommes ensemble mais distincts. » Selon le président de la Commission épiscopale du monde ouvrier : « C'est le rapport au Christ qui fonde notre mission commune et qui nous constitue distincts. Il nous semble important que la recherche entreprise sur la place et la responsabilité du ministère ordonné soit poursuivie et approfondie. »

#### Un besoin d'approfondissement de la foi

En effet, la session de Poitiers a révélé un besoin d'approfondissement de la foi chez les militants de l'A.C.O., notamment sur les problèmes précis cités par les aumôniers. Il y a le fait que certains aumôniers de l'A.C.O. se sont mariés sans quitter la classe ouvrière, et ils voudraient continuer leur ministère. De même, des hommes mariés, laïcs, militants, accepteraient le ministère sacerdotal.

Les aumôniers ont terminé en soulignant « trouver dans l'Eglise une attitude plus ouverte », et ils ont rappelé l'encouragement de Jean-Paul II lors de sa rencontre avec la Mission ouvrière à Saint-Denis, qui avait dit : « Continuez, continuez... » On retrouve ici les mêmes préoccupations et la même problématique, exprimées autrement, chez les prêtres de la Mission de France il y a quelques jours (le Monde du 3 septembre) : solidarité de l'Eglise avec le milieu ouvrier sans trahir ses messages spécifiques ; place et rôle des prêtres et des laïcs dans cet apostolat et redéfinition et diversification des ministères.

ALAIN WOODROW.

## DISTINCTIONS

Le président de la République recevra, mardi 16 septembre, à l'amiral Philippe de Gaulle les insignes de grand-officier de la Légion d'honneur à l'issue d'une prise d'armes aux Invalides. Le chef de l'Etat remettra également les insignes de grand-officier au général d'armée aérienne Guy Fleury, et ceux de commandeur au général Bertrand de Montaudou, chef d'état-major particulier de la présidence de la République. Enfin, M. Giscard d'Estaing remettra, le mercredi 17 septembre, à l'Elysée, la distinction de grand-croix de la Légion d'honneur à M. Maurice Bellonte, qui réalise en 1980, en compagnie de Claude-Castex la première liaison aérienne Paris-New-York.

Exclusif :

## Les révélations de Deng Xiao Ping

LA VÉRITÉ SUR MAO

LE NOUVEAU

## OBSERVATEUR

L'HISTOIRE BOUGE. LE NOUVEAU OBSERVATEUR AUSSI.







## Le budget de la culture en dessous du demi-pour-cent

Le budget de la culture pour 1981 est, tel qu'il sera proposé au Parlement, de 2.968 milliards de francs sur les 61.330 milliards que se permet la France. Depuis trois ans, l'augmentation annuelle d'un exercice à l'autre suit une courbe décroissante (17,8 %, 11,9 %, 11,1 %), soit, de 1980 à 1981, un pourcentage inférieur à la progression générale du budget de la France (17,7 %) et inférieur à l'inflation. On est ainsi retombé sous la barre du demi-pour-cent. Au ministère, on souligne, à juste titre, mais avec assurément plus de vigueur que lors de précédentes plus faibles, que le chiffre de 2.968 milliards de francs (2.158 pour la partie fonctionnelle, 804 pour l'équipement) ne correspond pas à la marge de manœuvre réelle du ministère. Il faut y ajouter les 6,3 milliards de la radio et de la télévision, les quelque 350 millions du Centre national du cinéma, les 80 millions de la Caisse nationale des monuments historiques, les 100 millions de la Réunion des musées nationaux, etc. Mais on peut aussi ajouter que ces organismes — qui s'ajoutent indépendamment par leurs propres taxes ou droits d'entrée — ont leurs propres besoins. S'ils se font les alliés du ministère, ils n'en remplissent pas pour autant les papiers. Quel qu'il en soit, c'est, pour la télévision et la radio, sur son seul budget que le ministère définit son action. Comme les années précédentes, belle et est marquée par trois priorités : la création, la musique, le patrimoine.

La création, c'est d'abord le théâtre, dont les crédits représentent une augmentation globale de 30 %. Cela permettra notamment

l'installation de Vite à Chaillet (9 millions de francs, soit un accroissement de 150 %), l'installation de la compagnie Renaud-Perrin au Théâtre du Rond-Point, l'ancien Palais des glaces (2,5 millions de francs de travaux prévus), une augmentation de 15 % des crédits alloués aux compagnies indépendantes et un effort accru en faveur de la création de textes (+ 58 %). Dans le domaine audiovisuel, ensuite, la création devrait être également soutenue (+ 22 %). L'augmentation des dépenses de la télévision (8 %), mais aussi du nombre des postes en service et des tarifs de la publicité, devrait permettre cet effort. Enfin, les arts plastiques bénéficieront d'un appui sensible puisque, après accord avec douze nouveaux ministères, le 10 % devrait être généralisé à toute commande publique en matière de construction. La commande dévolue aux artistes pourrait ainsi doubler.

## Prolongements de l'année du patrimoine

L'effort fait depuis deux ans en faveur de la musique et de la danse sera poursuivi en 1981. Pour les écoles de province, le budget prévu, qui était de 28 millions de francs il y a trois ans, augmentera encore de 28 millions de francs, pour atteindre 100 millions de francs. Angers et Limoges deviendront des conservatoires nationaux de région, peut-être aussi Amiens et Fribourg. Le veston conservatoire, Lyon, dirigé par Pierre Cochereau, voit

ses crédits passer de 10 à 18,5 millions de francs, outre les sommes allouées pour l'étude de nouvelles installations. La nouvelle école de Béjar, qui doit s'installer dans une partie du Musée des monuments français, fera ses premiers pas avec 5 premiers millions de francs (équipement) et 2 millions de francs (fonctionnement). L'Opéra, enfin, M. Bernard Lefort ne sera pas abandonné pour sa première année d'exercice : 175 millions de francs, auxquels s'ajoutent, à l'automne, 15 millions de francs de travaux de modernisation.

L'Année du patrimoine trouvera son prolongement en 1981. Dans le cadre de la loi-programme sur les musées, 330 millions de francs seront affectés à la culture, soit 85 millions de francs pour Orsay, 63 millions de francs pour les musées de province, et 183 millions de francs pour les musées nationaux (essentiellement Versailles et le Louvre). Cinquante nouveaux emplois (de gardiens pour la plupart) seront créés (soit 11 y en avait eu cent en 1979). Comme en matière de recherche, plusieurs postes supplémentaires devraient être attribués à l'inventaire et à l'archéologie.

Tout ce qui est archives ou livres devrait en revanche rester stable, ce qui pourrait leur faire mal supporter l'inflation. Les monuments historiques (431 millions de francs, ce qui n'est pas, malgré les apparences, un simple coup de dés) ont un budget qui augmente de 13 %, juste assez pour que l'inflation ne les ronge pas trop visiblement.

FRÉDÉRIC EDLMANN.

## CINÉMA

## « LE CŒUR A L'ENVERS »

de Frank Apprederis

Avec son autorité, son port de tête, sa façon de se déplacer, ses expressions et ses gestes très concentrés, Annie Girardot rappelle, aujourd'hui, Françoise Rosay. Elle en a le métier mais elle le met au service de films impossibles.

Dans *Le Cœur à l'envers* dont la mise en scène est d'une étonnante nudité, Annie Girardot interprète le rôle d'une psychologue qui voit resurgir dans sa vie le grand fils dont elle était séparée depuis son divorce. Le garçon a des façons d'adulte, veut accomplir cette œuvre qu'il a délaissée malgré elle, et l'entraîne dans un voyage en Espagne au cours duquel il la pousse à un jeu pervers frôlant l'inceste. Elle ne sera, heureusement, que « maman ».

Laurent Mallet est encore plus mauvais que dans *Bobo* Jacco où il était déjà le partenaire d'Annie Girardot. Il faut croire qu'il ne sent que fait pour jouer ensemble. Ils cohabitent, embarrassés, gesticulant, dans un mélo mal fichu qui, pourtant, semble attirer du monde : des adultes venus sans doute pour Girardot, beaucoup d'adolescents auxquels le petit Mallet doit plaire. L'abandon et l'humour de Stéphane Audran qui apparaît dans deux ou trois scènes seules maintient un peu de la vie au cœur du critique consterné.

JACQUES SICLIER.

\* Voir les films nouveaux.

## ROCK

## LES GLADIATEURS A L'HIPPODROME DE PARIS

## En route pour la gloire

En descendant Hagley Park Road, à Kingston, on passe par une petite place, Downtown, que rien n'apparente à une station-service. Elle a une station-service où règne une odeur de pneus brûlés, un vendeur de cannes à sucre qui manie la machette avec des gestes supérieurs de sa charnière, un restaurateur chinois au-dessus d'un bar où l'on peut faire l'acquisition d'une casserole comme d'un costume trois pièces, une station de bus et une minuscule boutique de disques dont l'entrée est à moitié occupée par des enregistrements qui crachent du reggae à un volume sonore suffisamment puissant pour animer l'endroit de part et d'autre de la rue. Et si le daubeur en veut vraiment la peine, car il laisserait passer le bus pour prendre le prochain.

Il y a trente ans, le père de Lio a quitté la Chine pour s'installer en Jamaïque. Lio n'était encore qu'un gamin, aujourd'hui c'est lui qui dirige le bar et le restaurant. Avec son argent, il produit des disques pour le marché jamaïcain. Adossés à la vitrine du magasin on assise sur une barrière métallique, il y a en permanence une vingtaine de musiciens et de chanteurs qui attendent à que le temps passe, avec une chanson prise à être enregistrée. Ils ont des voix d'or et ne connaissent sans doute jamais le succès. Mais ils y croient, à ce succès, et ils en parlent comme à la journée. De temps à autre, l'un d'eux monte au restaurant pour boire une bière qu'il fait inscrire sur son ardoise. Il rembourse avec les bénéfices de son prochain « take ». Lio ne se fait pas trop d'illusions, mais quand il trouve son bonhomme sourcil, alors le chanteur remonte au centre de la ville pour faire quelque affaire qui lui rapportera une centaine de dollars JA.

Lio est l'ami des Gladiateurs parce qu'il sait qu'il est bon. C'est sur cette petite place qu'ils passent le plus clair de leur temps lorsqu'ils ne sont pas en studio. Les Gladiateurs ont signé avec Virgin, une firme anglaise, et ont enregistré plusieurs 33 ans qui ont connu un petit succès. Fort de leur expérience, ils tentent d'aider le mieux qu'ils peuvent tous ces chanteurs en leur prêtant conseil.

ALAIN WAIS.

\* De samedi 13 septembre, à 20 h. 30, à l'Hippodrome de Paris, Discographie chez Virgin.

## MUSÉES

## La mort de Sir Philip Hendy

ancien directeur de la National Gallery de Londres

Sir Philip Hendy, l'ancien directeur de la National Gallery de Londres, est mort le 6 septembre à l'hôpital d'Oxford. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Outre étant historien d'art, Hendy avait aussi été un ancien directeur de la National Gallery, l'un des premiers hommes de musée, qui, dès l'après-guerre, s'était consacré à l'étude de la « conservation » des œuvres d'art au sein du plus important du monde. C'est à lui que fut confiée la réorganisation de la collection nationale anglaise en 1946, col-

lection qu'il fallut sortir de ses cahiers de guerre et réinstaller dans un musée que les bombes avaient endommagé. Il restaura le bâtiment, y installa un système d'air conditionné, enrichit sa collection par de notables achats (en 1950, il acheta le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1951, le *Portrait of a Woman* de Vermeer, en 1952, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1953, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1954, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1955, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1956, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1957, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1958, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1959, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1960, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1961, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1962, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1963, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1964, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1965, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1966, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1967, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1968, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1969, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1970, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1971, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1972, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1973, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1974, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1975, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1976, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1977, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1978, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1979, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1980, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1981, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1982, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1983, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1984, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1985, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1986, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1987, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1988, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1989, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1990, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1991, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1992, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1993, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1994, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1995, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1996, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1997, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1998, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 1999, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2000, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2001, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2002, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2003, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2004, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2005, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2006, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2007, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2008, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2009, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2010, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2011, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2012, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2013, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2014, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2015, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2016, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2017, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2018, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2019, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2020, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2021, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2022, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2023, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2024, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2025, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2026, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2027, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2028, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2029, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2030, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2031, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2032, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2033, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2034, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2035, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2036, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2037, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2038, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2039, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2040, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2041, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2042, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2043, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2044, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2045, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2046, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2047, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2048, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2049, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2050, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2051, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2052, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2053, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2054, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2055, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2056, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2057, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2058, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2059, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2060, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2061, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2062, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2063, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2064, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2065, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2066, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2067, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2068, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2069, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2070, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2071, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2072, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2073, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2074, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2075, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2076, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2077, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2078, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2079, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2080, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2081, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2082, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2083, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2084, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2085, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2086, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2087, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2088, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2089, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2090, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2091, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2092, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2093, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2094, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2095, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2096, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2097, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2098, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2099, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2100, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2101, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2102, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2103, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2104, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2105, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2106, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2107, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2108, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2109, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2110, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2111, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2112, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2113, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2114, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2115, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2116, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2117, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2118, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2119, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2120, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2121, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2122, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2123, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2124, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2125, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2126, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2127, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2128, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2129, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2130, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2131, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2132, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2133, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2134, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2135, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2136, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2137, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2138, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2139, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2140, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2141, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2142, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2143, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2144, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2145, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2146, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2147, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2148, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2149, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2150, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2151, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2152, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2153, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2154, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2155, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2156, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2157, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2158, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2159, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2160, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2161, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2162, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2163, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2164, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2165, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2166, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2167, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2168, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2169, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2170, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2171, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2172, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2173, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2174, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2175, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2176, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2177, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2178, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2179, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2180, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2181, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2182, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2183, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2184, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2185, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2186, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2187, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2188, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2189, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2190, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2191, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2192, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2193, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2194, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2195, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2196, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2197, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2198, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2199, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2200, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2201, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2202, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2203, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2204, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2205, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2206, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2207, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2208, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2209, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2210, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2211, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2212, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2213, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2214, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2215, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2216, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2217, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2218, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2219, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2220, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2221, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2222, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2223, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2224, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2225, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2226, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2227, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2228, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2229, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2230, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2231, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2232, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2233, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2234, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2235, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2236, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2237, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2238, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2239, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2240, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2241, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2242, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2243, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2244, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2245, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2246, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2247, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2248, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2249, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2250, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2251, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2252, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2253, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2254, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2255, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2256, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2257, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2258, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2259, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2260, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2261, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2262, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2263, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2264, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2265, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2266, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2267, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2268, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2269, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2270, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2271, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2272, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2273, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2274, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2275, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2276, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2277, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2278, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2279, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2280, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2281, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2282, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2283, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2284, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2285, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2286, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2287, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2288, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2289, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2290, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2291, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2292, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2293, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2294, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2295, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2296, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2297, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2298, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2299, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2300, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2301, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2302, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2303, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2304, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2305, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2306, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2307, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2308, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2309, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2310, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2311, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2312, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2313, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2314, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2315, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2316, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2317, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2318, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2319, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2320, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2321, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2322, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2323, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2324, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2325, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2326, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2327, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2328, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2329, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2330, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2331, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2332, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2333, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2334, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2335, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2336, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2337, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2338, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2339, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2340, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2341, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2342, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2343, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2344, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2345, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2346, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2347, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2348, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2349, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2350, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2351, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2352, le *Portrait of a Man* de Vermeer, en 2353,















## AFFAIRES

### L'AVENIR INCERTAIN DE MANUFRA

#### Pour M. Barre l'entreprise n'existe plus

Interrogé vendredi 12 septembre à Lyon sur la situation de Manufrance, M. Barre a déclaré : « Le ministre de l'économie a dit tout ce qu'il y avait à dire sur une entreprise qui n'existe plus », se refusant, dans un premier temps, à tout autre commentaire.

Questionné une seconde fois dans la journée, il a précisé : « Ce n'était pas l'affaire du gouvernement et pourtant le gouvernement a été donné beaucoup ». Pour M. Barre, le gouvernement ne pouvait plus prendre d'engagement financier dans la mesure où « les actionnaires de Manufrance, dont la MACIF et Equitax, sont parties quand ils ont senti que notre proposition de 150 millions était solide ».

M. Georges Marchais a immédiatement réagi au premier propos du premier ministre, qui n'est pas sans rappeler la petite phrase d'un de ses prédécesseurs, M. Messmer, qui avait déclaré : « L'Etat, c'est fini ». Dans un télégramme adressé au président de la République, le secrétaire général du parti communiste estime que « les propos de M. Barre sont totalement inacceptables. Le premier ministre ne dispose pas, que je sache, du droit de vie ou de mort sur les entreprises françaises ». M. Barre a répondu qu'il n'avait rien dit de tel et a demandé encore au chef de l'Etat

de confirmer de toute urgence les engagements pris ».

En fait, il est prévisible que, après la nomination, vendredi, d'un administrateur provisoire, M. Dutilleul, l'étude de la requête du dépôt de bilan sera rapidement menée. Alors qu'un groupe ne semble intéressé pour la reprise de l'affaire (du moins avant que le dépôt de bilan n'ait été décidé), il est évident que la société n'a plus d'administrateur, chaque jour qui passe ajoute au passif de la société une perte de 400 000 francs.

De leur côté, les syndicats sont désemparés, quoique le représentant de la C.G.T. ait déclaré mettre quelque espoir en la nomination de M. Dutilleul. « C'est pour nous encore une période de recherches et une possibilité de trouver des interlocuteurs valables », a-t-il déclaré. L'intensification de Manufrance s'élève pour sa part contre « la condamnation des hauts responsables hiérarchiques de Manufrance avec des personnes étrangères à la société ». La liste des dirigeants de la société d'aujourd'hui contient les documents les plus importants pour la marche de l'entreprise. Selon l'intersyndicale, ce coffre qui ne peut plus être ouvert, contient les fichiers clients et les listes d'adhésion du Chasseur français. Et cette clé aurait été remise au syndicat de l'ancienne société Manufrance, M. Rognon.

## Le gâchis

Le dépôt de bilan, désormais probable, de Manufrance ne pourra être évité, que ceux qui ne sont pas fâchés de voir ainsi donner une bonne leçon à la C.G.T. et à la municipalité communiste et ceux qui espèrent en tirer profit tant il est vrai que les liquidations d'entreprises permettent souvent de réaliser quelques bonnes affaires.

Les autres, tous les autres, ne pourront que ressentir une impression de gâchis. Gâchis économique d'abord. Etienne Mimerel, le général fondateur de la société stéphanoise, ne méritait pas que celle-ci fût liquidée. N'avait-il pas, en 1969, obtenu de la commune de Saint-Etienne, sous le nom de la commune, la concession d'un terrain de 10 hectares, pour y installer une usine de fabrication d'armes de chasse ? Cet acquiescement a été dilapidé par ses successeurs immédiats. Tout a été dit sur cette période, l'absence d'investissement, d'organisation, de prévisions : la faiblesse des directions successives ne saurait que l'expliquer la bête : la toute-puissance des syndicats, avec toutes ses conséquences tant au niveau des salaires que de l'embauche ou de la productivité. Bref, la mise en coupe réglée d'une entreprise dont on pensait, à tort, qu'elle résisterait à tout, même à l'incertitude. Tout cela est vrai, et bien d'autres choses encore, qui font servir les poches de ceux qui se souviennent que, en 1969, Manufrance était la première affaire française de vente par correspondance.

Gâchis humain ensuite. La firme stéphanoise employa un temps plus de quatre mille personnes. Il ne sont plus que mille huit cent soixante-quinze aujourd'hui. Nul doute que le dépôt de bilan entraîne des suppressions d'emplois supplémentaires chez Manufrance, bien sûr, mais aussi chez ses nombreux sous-traitants. Un rude coup pour une région déjà sévèrement touchée par le chômage. Manufrance déjà bien malade en 1976, et on a vu pourquoi, a agonisé cinq ans. A qui la faute ? A la municipalité de gauche qui, élu en 1977 sur le slogan « Pas de licenciement, pas de démantèlement », a rendu impossible toute négociation sérieuse et fait fuir les éventuels investisseurs, affirmant les uns, aux pouvoirs publics, que non contents d'adopter l'entreprise au compte-goutte, n'ont

eu de cesse de la dénigrer et de lui mettre des bâtons dans les roues lors des tentatives de redressement, risquant les autres.

Il y a une part de vérité dans ces affirmations respectives. Il est vrai que l'attitude de la municipalité mais plus encore celle du parti communiste et de la C.G.T., cherchant manifestement l'épreuve de force avec un gouvernement dont ils pouvaient penser qu'il n'oserait pas prendre le risque politique d'un effacement de Manufrance, n'étaient pas de nature à faciliter des négociations en toute hypothèse difficile. Il est non moins certain que les pouvoirs publics, par parenthèse peu soucieux d'éviter l'épreuve de force — ont eu dans cette affaire une position pour le moins ambiguë. N'ont-ils pas donné longtemps l'impression de ne pas croire à un possible redressement de la firme pour finalement annoncer, lorsque tout était perdu ou presque, et avec quelle publicité, — qu'ils étaient prêts à consacrer 150 millions de francs à son sauvetage ? Que n'ont-ils fait preuve d'une telle volonté avant, lors de la création de la Société nouvelle Manufrance, par exemple ?

Le résultat de ce « dialogue de sourds » bras de fer est aujourd'hui connu. Il est pitoyable. Manufrance pouvait-elle être sauvée ? Peut-être. Il eût suffi pour cela que, d'entrée de jeu, syndicats et municipalité — qui ont finalement accepté plus de dix cents suppressions d'emplois lors de la création de la Société nouvelle — adoptent une position plus réaliste et que les pouvoirs publics mesurent clairement leur volonté de sauver l'entreprise. Ces conditions auraient-elles été réunies qu'on eût sans aucun doute trouvé les hommes et les capitaux nécessaires à la relance. Propos naïfs, diront certains. Mais il arrive parfois que la naïveté aide de pair avec le réalisme. Aujourd'hui le gouvernement, c'est le moins qu'il puisse être, affirme qu'il ne fait rien de créer dans la région des emplois compensant les effets du dépôt de bilan de Manufrance. Est-on bien sûr que les salariés de l'entreprise stéphanoise, les collectivités locales de la région et les contribuables y trouveront leur compte ?

PHILIPPE LABARDE.

#### Magnum (Haute-Saône) licencie 857 salariés

Les 857 salariés de Magnum, entreprise de sous-traitance automobile, ont reçu le 12 septembre leur lettre de licenciement. Depuis le début de septembre, les salariés occupaient les trois usines de Ronchamp, Comblanchien-Lanterne (Haute-Saône) et Giromagny (Territoire de Belfort), pour s'opposer au plan de 265 licenciements mis en place par l'administrateur provisoire de la société.

Il semble que la société Belm-Rotin a retiré sa proposition d'achat : elle avait lancé un ultimatum aux grévistes pour qu'ils cessent leur occupation.

D'autre part, à Saint-Etienne, la fabrique de velours Glon frères va licencier 294 personnes. C'est aussi le sort de 102 salariés à la manufacture de chaussures du Viaduc, à Nontron et Mareuil (Dordogne).

A Mulhouse, la direction de D.M.C.-Arts graphiques annonce qu'elle pourra redresser sa situation en 1981 à condition de réduire les effectifs de 245 à 172 personnes. Ce serait aussi le cas pour la Société de construction mécanique de Bourgogne, à Montbard (Côte-d'Or), qui renverrait 77 salariés sur 218.

#### M. Monory suivant en partie la commission de la concurrence

#### M. J.-C. Decaux devra être moins « exclusif » dans ses contrats de publicité avec les municipalités

C'est la deuxième fois que la Commission de la concurrence s'intéresse à M. Jean-Claude Decaux et aux quatre sociétés qu'il a créées pour exploiter publiquement son matériel urbain (abribus, plantimètres...). Le « Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation » publié dans son numéro du 12 septembre un avis de la commission ainsi que la lettre de M. Monory, ministre de l'économie, signifiant ses décisions à l'intéressé. Cet avis et ces décisions font suite à un précédent avis, publié le 1<sup>er</sup> avril 1978 par le « Bulletin officiel du service des prix » (le Monde du 4 avril 1978).

Cet intérêt renouvelé tient au fait que M. Decaux et ses sociétés n'ont pas entièrement obtempéré aux injonctions du premier avis. S'il a bien, en effet, dénoncé les accords d'entente conclus avec d'autres sociétés d'affichage, s'il a bien proposé à certaines communes de supprimer dans les contrats qui les lient à lui les clauses qui lui donnaient la préférence lors du renouvellement des conventions, il a, en revanche, argué de la discussion de la loi sur l'affichage (votée le 28 décembre 1979) pour ne pas céder à des demandes de modification de la durée des contrats au fur et à mesure que des avantages étaient signés et l'obligation pour certaines communes de dénoncer les contrats qui les lient à d'autres afficheurs.

Dans sa lettre, M. Monory enjoint à M. Decaux de faire connaître aux communes leur liberté de passer des contrats avec d'autres sociétés pour des équipements différents et de dénoncer explicitement la clause imposant à une ville de renoncer à des contrats existants. Le ministre

limite à douze ans la durée des clauses d'exclusivité ou de préférence (sauf dans le cas où le coût d'équipement non publicitaire est particulièrement important, ce qui permet d'allonger à quinze ans la durée de l'exclusivité) : « Ces durées », écrit M. Monory, « ne peuvent tenir compte aussi largement que possible des contraintes de votre gestion ». Il ne sera donc plus question d'avances servant de date de départ à une nouvelle durée de contrat. En revanche, le ministre de l'économie n'a pas infligé à M. Decaux l'amende de 1 million de francs que souhaitait la commission.

M. Decaux a six mois pour justifier auprès du directeur général de la concurrence et de la consommation du respect de ces injonctions. A son-delà, la sanction pécuniaire quotidienne sera de 10 000 F pour la plus importante des sociétés et de 1 000 F pour chacune des trois autres. Le « groupe » de M. Jean-Claude Decaux a réalisé, en 1979 un chiffre d'affaires de 260 millions de francs. Son matériel urbain est présent dans cinq cent vingt-trois villes.

## PÊCHE

### Les deux vocations d'Antifer : pétrole... et homards

Créé dans les blanches falaises normandes de la côte d'Albâtre, non loin d'Etretat, le port pétrolier d'Antifer est protégé par une digue artificielle de quelques 500 mètres de long. Cette construction artificielle paraît, pour une fois dans le bon sens, avoir modifié l'équilibre biologique sous-marin. Ces dernières années, on ne trouvait que quelques homards dans ces parages. Les pêcheurs locaux reconnaissent que, depuis un certain temps, ils en pêchent bien davantage.

Le phénomène s'intensifie maintenant les pouvoirs publics. Le port autonome du Havre, concessionnaire du port pétrolier d'Antifer, ainsi que les conseils généraux de Seine-Maritime et de l'Eure ont financé, dès l'hiver prochain, une étude destinée à rechercher les possibilités d'élever homards et langoustes à Antifer.

L'université de Haute-Normandie a été chargée de cette étude. Des scientifiques vont, pendant deux ans, recenser le nombre actuel des homards et surtout essayer de déterminer les raisons de leur présence aux abords de la digue. Selon les spécialistes de l'université de Mont-Saint-Aignan près de Rouen, « il est possible de déterminer s'il s'agit d'une population immigrée ou d'une population issue de la digue ».

Sans attendre le résultat de ces études, l'association pour le développement économique et la promotion de la région havraise (ADEPRHA) a obtenu l'accord du port autonome du Havre pour un projet privé d'installation à Antifer d'un vivier à homards de 1 000 mètres carrés. Ce vivier sera destiné à la conservation et à l'élevage des homards.

## Faits et chiffres

### Conjoncture

● Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont augmenté de 1,7 % en août, l'indice se situant à 260,4 contre 256,1 en juillet (258,1 en août 1979). Les prix des matières premières alimentaires ont diminué de 0,5 % en un mois, mais ceux des matières premières industrielles augmenté de 3,4 %. En août l'indice général se situait à 261,3.

### Environnement

● Parcs nationaux : grève des gardes. — Les gardes de plusieurs parcs nationaux, mécontents de leur statut, ont déposé des préavis de grève. Dans le parc des Cévennes, cette action, d'une durée de vingt-quatre heures, était prévue pour le dimanche 14 septembre ; en Vanoise entre le 14 et le 28 septembre, et dans les Pyrénées durant la première quinzaine d'octobre. C'est la première fois que le personnel des parcs nationaux déclenche une action durant la période de chasse.

### Etranger

#### ETATS-UNIS

● Le programme économique de M. Reagan entraînerait, s'il était appliqué, un déficit budgétaire de 232 milliards de dollars en 1985, indique une étude de la Maison Blanche rendue publique le 9 septembre. Pour compenser la diminution des recettes (285 milliards) due à la réduction des impôts de 30 % sur trois ans proposée par le candidat républicain, il faudrait que le P.N.B. augmente de 7,5 % par an entre 1980 et 1985, souligne l'étude.

● La récession a atteint son point le plus bas, estime le secrétaire américain au Trésor, qui a annoncé, vendredi 12 septembre, la reprise pour les prochains mois, au cours d'une réunion d'hommes d'affaires à Cleveland. « Nous allons voir la tendance remonter », a affirmé M. Miller.

● Le taux de croissance du revenu moyen des Américains a sensiblement dépassé celui de l'inflation au cours des années 1970. Selon une étude du département du commerce, les prix ont augmenté de 8,5 % au cours de la dernière décennie, tandis que le revenu moyen par habitant croissait de 139,2 %. — (A.F.P.)

### Pêche

● Boulogne-sur-Mer : poursuite du conflit de la pêche. — L'assemblée générale des grévistes de la pêche industrielle de Boulogne-sur-Mer réunie vendredi 12 septembre, ne s'est pas prononcée sur les nouvelles propositions des armateurs. Une nouvelle assemblée est prévue le mercredi 17 septembre.

● Entrétiens entre M.M. Le Theule et Walker. L'organisation de travaux du conseil des ministres européens chargés de la pêche a été au centre des entretiens qu'ont eus, le 12 septembre, à Paris, M. Joël Le Theule, ministre des transports, et le ministre britannique de l'agriculture et des pêches, M. Peter Walker. Dans la perspective des travaux, qui se tiendront à Bruxelles entre le 29 septembre et la fin de l'année, les deux ministres ont également étudié les améliorations à apporter à l'organisation communautaire du marché des produits de la pêche.

## SOCIAL

### AU MEETING-KERMESSE DE F.O.

#### M. Bergeron : les syndicats ne peuvent à la fois commander et revendiquer

Des tonnerres d'applaudissements ont secoué à deux reprises les dix à douze mille personnes qui participaient au meeting-kermesse organisé par Force ouvrière, le 12 septembre à Paris, porte Champerret, quand M. Edmond Baluka, l'un des leaders des grèves de Pologne en 1970, prit la parole, et quand M. André Bergeron termina son discours en proclamant : « Honneur et gloire à la classe ouvrière polonaise, extraordinaire exemple pour les idéaux défendus par F.O. ».

La foi dans le syndicalisme réformiste et indépendant, et la poursuite des revendications par la négociation (diminution de la durée du travail, lutte contre le chômage par la répartition du travail disponible, défense de la sécurité sociale) ont été les thèmes essentiels du discours du secrétaire général de F.O. « Le syndicalisme doit conserver son efficacité », réaffirma-t-il. Les droits qu'il a acquis doivent être élargis, mais « les militants syndicaux ne peuvent cumuler le droit de décider et de commander et le devoir de revendiquer ». Il a rejeté à la fois l'autogestion et l'association capital-travail. Après une vigoureuse défense des fonctionnaires, répondant aux déclarations de M. Barre sur les « nantis », M. Bergeron a critiqué la politique des prix du gouvernement. (Le matin même, une délégation F.O. avait été reçue, à ce sujet, par le ministre des finances.) D'une façon plus générale, après avoir rappelé la complexité des problèmes économiques et sociaux dans le monde, M. Bergeron a exhorté les militants à une « action résolue ». Il les a invités à poser partout la revendication de la cinquième semaine de congé payé, « car nous n'acceptons pas d'être larnés ».

#### Le conseil municipal de Sèvres proteste contre le licenciement de M. Certano

Le conseil municipal d'union de la gauche de Sèvres (Haute-de-Seine) a adopté, mercredi 10 septembre, au cours d'une séance extraordinaire, une délibération protestant contre le licenciement de l'usine de Billancourt et réprochant le licenciement de M. Michel Certano, secrétaire général du syndicat C.G.T. de cette usine. Le maire, M. Roger Fajnzylberg (P.C.), a indiqué que plus de sept cents familles d'ouvriers travaillant dans cette usine habitent à Sèvres. D'autre part, Renault dispose sur le territoire de cette commune, d'une gare, qu'elle devait moderniser. Le permis de construire ayant été annulé par le tribunal administratif de Nanterre, la commune a déposé une plainte auprès du préfet de la Seine, demandant la suspension de la décision de licenciement de M. Certano, membre du P.C.F. comme M. Sylvaïn, s'opposant à la « démission » dont a fait preuve le conseil municipal.

### Le conflit des O.S. du rail

#### M. LE THEULE ADRESSE UNE RÉPONSE AIGRE-DOUCE À L'ÉVÈQUE DU MANS

M. Joël Le Theule, ministre des transports, a adressé le 8 septembre une lettre à l'évêque du Mans, Mgr Allé, pour lui apporter, en termes parfois aigres-doux, « les précisions nécessaires pour qui désire apporter un jugement qui, tout en étant inspiré par l'amour du prochain, reste éclairé par la vérité des faits ».

Le prélat, deux jours plus tôt, s'était élevé contre l'abandon où étaient laissés les travailleurs immigrés de l'Etat, les O.S. du rail et de la société Desquennes et Giral (le Monde du 9 septembre). Le ministre rappelle les procédures de recrutement des travailleurs étrangers et le programme pluriannuel de construction des centres d'hébergement qui, pour 1980, comptera sept implantations.

## RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ

Ministère des Transports, des Communications et des Transports Maritimes  
Autorité du Port d'Alexandrie

### PRÉQUALIFICATION POUR LA FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS DE MANUTENTION DES CONTENEURS

L'autorité du Port d'Alexandrie (A.P.A.) a l'intention de lancer un appel d'offres limité pour la fourniture des équipements suivants destinés à un nouveau terminal de conteneurs actuellement en construction dans le port d'Alexandrie (Egypte).

- 2 unités de grues à portique ;
- 2 unités de porte-conteneurs (translainers).

Ces équipements doivent être prêts à fonctionner le 1<sup>er</sup> juin 1982.

Les fournisseurs intéressés doivent envoyer des détails complets sur leur organisation, ainsi que des références de travaux similaires exécutés précédemment dans des terminaux de conteneurs.

Les fournisseurs doivent adresser leurs documents de préqualification à : A.P.A., 106 Tr. El Horria, Alexandrie (République Arabe d'Egypte), avant le 1<sup>er</sup> octobre 1980, dernier délai.

## VOTRE CHALAIS EN SUISSE - VALAIS

A 10 minutes d'un des plus vastes domaines skiables du Valais.  
Ventes DIRECTES DU FROMENTIER.  
Qualité de construction supérieure, surface de 60 m<sup>2</sup> et 120 m<sup>2</sup> avec 600 à 1.000 m<sup>2</sup> de terrain.  
Gérance assurée. Hypothèque 70 % au taux annuel de 3 1/4 %.  
Renseignements : IMAP, rue du Rhône, 16 CH-1202, GENÈVE.  
Tél. 10-61/21 22 33 55 - Téléc 36888.



## URBANISME

CONFIÉS A L'ARCHITECTE ADRIEN FAINSILBER

### Les travaux du musée de La Villette pourraient commencer dans un an

L'architecte de La Villette est maintenant connu. L'élusé a annoncé que M. Adrien Fainsilber transformera la salle des ventes des abattoirs mortuaires en musée national des sciences et de l'industrie (nos dernières éditions du 13 septembre). Une consultation auprès de vingt-quatre architectes avait été lancée en février dernier. Une première sélection a permis de retenir sept projets (1).

## CONSTRUCTION NAVALE

### LA C.E.E. VEUT RENFORCER SON CONTRÔLE SUR LES AIDES ACCORDÉES POUR CHAQUE ÉTAT MEMBRE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La Commission européenne vient de demander aux gouvernements des pays membres de vérifier qu'ils ne dépassent pas les aides nationales aux chantiers navals continuent d'être soumises à un contrôle communautaire pendant les années 1981 et 1982.

Depuis deux ans, les subventions des États membres à leurs entreprises de ce secteur sont examinées par les autorités de Bruxelles afin de vérifier qu'elles sont compatibles avec les règles de concurrence de Marché commun. Le nouveau projet de la Commission reprend les dispositions antérieures, c'est-à-dire qu'elle porte sur le contrôle des aides à la production et au sauvetage des chantiers en difficulté. Il est complété par un examen des subventions versées aux armateurs par les pouvoirs publics.

Le renforcement du contrôle des aides nationales, souligne la Commission, permettra d'accroître la modernisation et la rationalisation des entreprises européennes, donc d'améliorer leur compétitivité sur le marché international.

Malgré une légère dévaluation l'année dernière (les nouvelles commandes engrangées ont augmenté de 27 % dans la C.E.E.), la production globale est toujours en baisse (— 15 % en 1979 et — 46 % depuis 1976), et c'est accompagnée d'une réduction très sensible du nombre des postes de travail (22 000 en 1979 et 70 000 depuis 1975). Mais les perspectives jusqu'en 1985, ajoute la Commission, restent incertaines. — M. S.

Leurs maquettes ont été présentées, jeudi 11 septembre, par M. Paul Delouvier, président du conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement du parc de La Villette, à M. Gérard d'Estaing.

M. Adrien Fainsilber, architecte de quarante-sept ans, a déjà réalisé dans la région parisienne l'hôtel d'Orly et l'université de Villeneuve.

Pour La Villette, il propose d'habiller la façade du bâtiment, pour l'heure sévère et sans grâce, de formes hiéroglyphiques. Surtout, il utilisera l'eau. L'ancienne salle des ventes sera entourée de douves, ce qui aura l'intérêt, en augmentant la hauteur des façades, de rendre le bâtiment plus harmonieux. Le hall d'accès du futur musée donnera sur un canal qui ira rejoindre le canal de l'Our, marquant ainsi l'eau et le béton.

D'ici au mois d'avril, les plans de M. Fainsilber vont être développés, ce qui devra permettre le début des travaux à l'automne 1981. Il faudra trois ans pour les mener à bien. Dans le même temps, la démolition du bâtiment de stationnement (l'hôtel à vitres) du bâtiment d'habillage, des entrepôts frigorifiques et des deux petites halles des anciens abattoirs va se poursuivre pour être achevée en avril 1981. Mais les responsables de l'aménagement du parc de La Villette vont faire en sorte que les spectacles qui y sont pour l'instant organisés puissent continuer pendant les travaux. « Nous voulons montrer le chantier au public, ne pas en faire un espace mort », dit M. Quatre, le directeur général de l'établissement public.

Les Parisiens doivent garder l'habitude de fréquenter un espace qui devrait devenir un des grands centres de culture et de loisirs de la capitale dans cinq ou six ans, avant d'être un des points d'accrochage de l'exposition universelle de l'an 2000 voulue par le président de la République.

Th. S.

(1) Les maquettes des projets des vingt-quatre architectes consultés seront exposées en novembre prochain au Centre national des arts et métiers.

**LE MONDE**  
est distribué par la Direction de la Presse et de l'Information  
à Paris et dans les départements.  
**LES BUREAUX**  
de la Direction de la Presse et de l'Information

## TRANSPORTS

A Orly

### BEAUCOUP DE BRUIT POUR QUELQUES TONNES DE KÉROSENE

Depuis le 3 septembre, l'aéroport de Paris utilise une piste supplémentaire à Orly. Celle-ci, la piste numéro 2 (orientée nord-sud), alors que les autres sont orientées est-ouest, ne sera habituellement qu'en cas d'urgence ou pendant la réfection des deux autres pistes. Mais ces dernières se réparent insuffisamment, particulièrement la nuit. Aussi, pour éviter de laisser attendre des avions en l'air et donc faire des économies de carburant, les responsables de l'aéroport souhaitent utiliser cette piste supplémentaire.

Les riverains, bien entendu, ne l'entendent pas ainsi. Une première expérience avait été menée en juillet, mais les élus communistes de la région avaient refusé la faire reporter en affirmant qu'ils n'avaient pas été informés (le Monde du 12 juillet).

Le projet a été maintenu et l'expérience a donc commencé début septembre. La piste numéro 2 est utilisée les mercredis et vendredis, de 18 heures à 21 heures, simplement pour des atterrissages (quelques avions) et pour le décollage (plusieurs avions). Les responsables de l'aéroport et si la météo le permet.

Une délégation d'élus communistes menée par M. Pierre Juquin, député, et M. Robert Lakota, président du conseil général de l'Essonne, vient de réaffirmer devant le préfet du département son opposition à cette expérience. « Les avions survolent une douzaine de communes (1) où vivent près de deux cent mille personnes », ont-ils rappelé.

(1) Particulièrement celle d'Antilly-Mons.

Les Islandais abandonnent ses vols transatlantiques à partir du 15 septembre. — La compagnie aérienne islandaise Isavia a annoncé, jeudi 11 septembre, par la voix de son directeur général, M. Halgason, qu'elle abandonnera le 15 septembre ses vols transatlantiques entre l'Islande et l'Amérique du Nord. Elle sera remplacée par la compagnie américaine Northwest, qui a repris le service le 15 septembre.

Les Islandais abandonnent ses vols transatlantiques à partir du 15 septembre. — La compagnie aérienne islandaise Isavia a annoncé, jeudi 11 septembre, par la voix de son directeur général, M. Halgason, qu'elle abandonnera le 15 septembre ses vols transatlantiques entre l'Islande et l'Amérique du Nord. Elle sera remplacée par la compagnie américaine Northwest, qui a repris le service le 15 septembre.

## LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

### Accès de fièvre sur l'or

Les marchés mondiaux de l'or ont été affectés par un nouvel accès de fièvre qui a poussé le cours de l'once de 31,1 grammes au voisinage de 700 dollars, pour la première fois depuis le début de l'année 1980. Sur les marchés des changes, le dollar a, finalement, gagné, après avoir fléchi sur la perspective d'une réduction du taux d'escompte britannique, se redressant en raison du maintien de ce taux au niveau très élevé de 10 %.

La fièvre a donc gagné à nouveau le marché du métal jaune, qui, aux yeux de nombreux observateurs, était « entré » pour une nouvelle campagne de hausse. Après une pointe à 688 dollars, en juillet, on pensait que le mois d'août serait « chaud », mais, à la surprise générale, ce ne fut pas le cas, le cours de l'once fléchissant aux alentours de 650-660 dollars. Le réveil se produisit la semaine dernière, sur le retour d'une offensive générale de l'armée soviétique en Afghanistan, qui porta l'once à 680 dollars.

An début de cette semaine, la reprise se poursuit pour s'accompagner les jours suivants, une pointe à près de 694 dollars étant prévue vendredi matin. A la veille du week-end, des ventes bénéficiaires ramènent le cours de l'once dans la fourchette 680-685 dollars.

Les raisons ? Elles sont multiples. Les premiers est l'approche de la conférence de l'OPEC à Vienne le 15 septembre, au cours de laquelle les producteurs de pétrole pourraient discuter d'une offre globale des prix, qui seraient indexés sur l'inflation (laquelle ?), tandis qu'un « panier » de monnaies serait susceptible de remplacer le dollar comme monnaie de compte pour le règlement du brut. Ajoutons-y les rumeurs d'une réduction de la

production de l'Arabie Saoudite, d'un relèvement de ses tarifs par la Banque d'Angleterre (1979) : une communication du Trésor britannique révisant un ralentissement de l'accroissement de la masse monétaire laissent entendre qu'une telle réduction était possible. Mais Mme Thatcher ayant réaffirmé, mercredi soir, sa volonté de poursuivre sa politique

réduction du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre (1979) : une communication du Trésor britannique révisant un ralentissement de l'accroissement de la masse monétaire laissent entendre qu'une telle réduction était possible. Mais Mme Thatcher ayant réaffirmé, mercredi soir, sa volonté de poursuivre sa politique

### Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	U.S.	France	Allemagne	Italie	Grande-Bretagne	Autres
Londres	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
New-York	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Paris	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Frankfurt	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Berlin	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Rome	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Madrid	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Amsterdam	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Bruxelles	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Stockholm	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Copenhague	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Oslo	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Reykjavik	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Stockholm	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Copenhague	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Oslo	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227
Reykjavik	—	2,4128	2,3824	2,3527	2,2827	2,2527	2,2227

internationale se trouvait tout à fait disposée à faire flamber le cours d'autant qu'il était évident que la reprise de l'été serait à court terme. Le retour des spéculateurs a été bien net sur les marchés à terme de New-York, Chicago et Hongkong, tandis que des achats nourris provenaient des pays arabes.

Sur le marché des changes, on attendait à nouveau un repli de la livre sterling en cas de

## LE MARCHÉ DE L'ARGENT

### Nouvelle hausse aux États-Unis

Si les taux sont restés stables en Europe, même en Grande-Bretagne, où on attendait une réduction du taux d'escompte, ils ont continué à monter aux États-Unis, où plusieurs grandes banques (Citibank, Manufacturers Hanover et Chemical Bank) ont relevé à nouveau leurs taux de base, porté de 12 à 12 1/2 %.

En quinze jours, la hausse a atteint 1 %, à l'initiative des autorités monétaires. Ces dernières, constatant que la masse monétaire augmentait trop vite à leur gré, que les crédits bancaires continuaient à se gonfler et que l'inflation restait forte, ont décidé de s'appuyer sur le pied de fer, d'autant que, selon les experts, notamment M. Kaufmann, chef économiste bien connu de la firme de courtage Salomon Brothers, la réces-

sion américaine serait virtuellement terminée, la plus courte depuis la seconde guerre mondiale.

Le raffermissement des taux intérieurs américains s'est étendu au marché des euro-dollars, ce qui a permis au dollar de maintenir ses positions sur le marché des changes malgré quelques hausses de change passagères.

En Europe, c'est la stabilité, une légère tension se faisant jour, toutefois, en Allemagne fédérale à l'approche des élections fédérales.

Legère tension également en France sur le marché court terme (+ 1/8 %) pour les échéances de 120 jours, et à trois mois (1 1/4 % à 1 1/2 % à trois mois) et sur le marché hypothécaire (12 3/8 % à 12 5/8 % de trois ans

à sept ans). Pour le marché à long terme, les émissions se suivent à cadence accélérée. Après les emprunts C.F.P. de 250 millions de francs (et non 150 millions) comme l'indiquait par erreur la semaine dernière, et S.D.R. de 125 à 14 % nominal et 14,13 % en rendement actualisé, sont sortis, comme prévu, un milliard de francs à 14 % nominal et 13,50 % brut, et un emprunt R.A.T.P. de 770 millions de francs à 14 % nominal et brut.

Sur le marché secondaire, très calme, les indices Paribas reflètent une grande stabilité : 13,04 % contre 12,92 % pour les emprunts d'État, 13,47 % (inchangé) pour les emprunts de première catégorie et 14,10 % contre 14,08 % pour les emprunts industriels.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### COMPAGNIE DES MACHINES BULL

1. Le conseil d'administration, réuni le 11 septembre sous la présidence de M. Roger Fauriol, a approuvé les comptes de l'exercice 1979-1980, clos le 30 juin 1980. Ils sont comparables à ceux de l'exercice précédent 1978-1979, également d'une durée d'un an.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 41 millions de francs contre 36,5 millions de francs et par un bénéfice net de 40,8 millions de francs contre 48,1 millions de francs. Toutefois, le bénéfice net de l'exercice 1979-1980 comprenait une plus-value de cession de 22,2 millions de francs.

Compte tenu du report à nouveau, 25,3 millions de francs, l'assemblée générale annuelle, qui sera convoquée pour le 31 octobre, aura à statuer sur la répartition de 66 millions de francs. Le conseil a décidé de lui proposer de donner la répartition de 2 millions de francs, de distribuer aux actionnaires 24 millions de francs contre 22 millions de francs pour l'exercice précédent et de reporter à nouveau 30,8 millions de francs.

Cette distribution correspond au versement d'un dividende de 1,70 franc par action, soit 2,50 francs à chacune des 13 678 073 actions composant le capital social. L'an dernier, il avait été distribué 1,50 franc, soit 2,00 franc par action.

2. Lors de la même réunion, le conseil d'administration a approuvé le projet d'appartenance, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 1980, de la société CADAMAS. Ce projet sera soumis à une assemblée générale extraordinaire qui sera convoquée pour le 31 octobre à l'issue de l'assemblée générale ordinaire. Il a un double objectif : d'une part, il facilite l'établissement d'une coopération industrielle entre le Groupe CII Honeywell Bull et la société Olivetti dont la filiale CADAMAS est constituée ; d'autre part, il renforce la structure financière des Machines Bull.

Le capital de la société CADAMAS, 1 770 millions de francs, est divisé en 3 540 000 actions au nominal de 500 francs chacune. Il a été augmenté en juin 1980 de 1 112 millions de francs à la fois en espèces et par incorporation de réserves. Saint-Gobain Pont-A-Mousson en détient 63,7 % ; Saint-Gobain Industries (filiale à 100 % de S.G.P.M.) 10,7 % ; SOFIMATRIQUE (filiale à 70 % de S.G.P.M.) 10,7 % ; un ensemble d'institutions financières (banques, compagnies d'assurance) 14,9 %.

Bénéfice de portefeuille. CADAMAS détient la totalité de la participation sociale revendue par le groupe Saint-Gobain Pont-A-Mousson dans Olivetti, soit 21,3 % des titres (actions et obligations convertibles) de la société. Elle détient également 0,7 % de la participation de la CII Honeywell Bull dans Olivetti.

3. Le conseil d'administration a approuvé le projet d'augmentation du capital de la société CADAMAS, à la fois en espèces et par incorporation de réserves. Le conseil a décidé de lui proposer de donner la répartition de 2 millions de francs, de distribuer aux actionnaires 24 millions de francs contre 22 millions de francs pour l'exercice précédent et de reporter à nouveau 30,8 millions de francs.

4. Le conseil a approuvé en qualité d'administrateur, M. Daniel Riva, directeur central chargé de la direction financière de la Société Générale, en remplacement de M. Jean-Claude Polissol, qui était directeur de la direction des industries électroniques et informatiques (DIEI) au ministère de l'Industrie, et a été réélu en qualité d'administrateur.

5. Le conseil a approuvé en qualité d'administrateur, M. Daniel Riva, directeur central chargé de la direction financière de la Société Générale, en remplacement de M. Jean-Claude Polissol, qui était directeur de la direction des industries électroniques et informatiques (DIEI) au ministère de l'Industrie, et a été réélu en qualité d'administrateur.

not qui sera apporté par CADAMAS à Machines Bull est de 1 112 millions de francs, soit 232 francs par action.

La répartition de cet apport-fusion, la Compagnie des Machines Bull obtiendrait 25 312 638 actions nouvelles en nominal de 30 francs avec jouissance au 1<sup>er</sup> juillet 1980 qui seraient attribuées aux actionnaires de CADAMAS à raison de quatre actions Machines Bull pour une action CADAMAS. En conséquence, la valeur de l'action Machines Bull redevient la même que celle de l'action CADAMAS.

La prime de fusion déduite chez Machines Bull serait de 376 millions de francs. L'incidence de cette opération sur le bilan de la Compagnie des Machines Bull est la suivante : le total du bilan, après affectation des résultats, peut se résumer ainsi : le capital social de 3 540 millions de francs, la situation nette serait de 2 143 millions de francs et le total du bilan de 5 683 millions de francs.

Le capital des Machines Bull évoluerait ainsi :

Répartition du capital en %	Après fusion	Avant fusion
Groupe S.G.P.M.	20 %	31 %
Investisseurs financiers	20 %	19 %
État français	20 %	19 %
Public	40 %	29 %

Une note détaillée d'information sur cette opération sera publiée prochainement.

2) Le conseil d'administration demandera également aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires de lui donner deux autorisations, valables cinq ans, l'une d'émettre des obligations ordinaires pour un montant maximum de 300 millions de francs, l'autre d'augmenter le capital d'un montant maximum de 600 millions de francs. Le conseil envisage également, actuellement, de constituer une société de gestion, actuellement, de constituer une société de gestion, actuellement, de constituer une société de gestion.

3) Le conseil a approuvé en qualité d'administrateur, M. Daniel Riva, directeur central chargé de la direction financière de la Société Générale, en remplacement de M. Jean-Claude Polissol, qui était directeur de la direction des industries électroniques et informatiques (DIEI) au ministère de l'Industrie, et a été réélu en qualité d'administrateur.

4) Le conseil a approuvé en qualité d'administrateur, M. Daniel Riva, directeur central chargé de la direction financière de la Société Générale, en remplacement de M. Jean-Claude Polissol, qui était directeur de la direction des industries électroniques et informatiques (DIEI) au ministère de l'Industrie, et a été réélu en qualité d'administrateur.

## SENSIBLE HAUSSE DE L'ARGENT, DU PLATINE ET DU SUCRE

MÉTAL. — Une progression des cours de l'argent à Londres qui se reflète sur le marché de l'Europe. La hausse dépasse 25 %. Le fléchissement des prix de l'or, le coup d'État en Turquie, des spéculations de renouveau des prix de pétrole, ont poussé le cours de l'once d'argent à 700 dollars, pour la première fois depuis le début de l'année 1980.

Sur le marché de l'Europe, les prix du platine ont progressé de 10 %.

Après des cours du sucre au Metal Exchange de Londres, il faut attendre le début de la semaine prochaine d'une hausse notable de l'argent, qui se reflète sur le marché de l'Europe.

Sur le marché de l'Europe, les prix du platine ont progressé de 10 %.

Après des cours du sucre au Metal Exchange de Londres, il faut attendre le début de la semaine prochaine d'une hausse notable de l'argent, qui se reflète sur le marché de l'Europe.

Le raffermissement des taux intérieurs américains s'est étendu au marché des euro-dollars, ce qui a permis au dollar de maintenir ses positions sur le marché des changes malgré quelques hausses de change passagères.

En Europe, c'est la stabilité, une légère tension se faisant jour, toutefois, en Allemagne fédérale à l'approche des élections fédérales.

Legère tension également en France sur le marché court terme (+ 1/8 %) pour les échéances de 120 jours, et à trois mois (1 1/4 % à 1 1/2 % à trois mois) et sur le marché hypothécaire (12 3/8 % à 12 5/8 % de trois ans

à sept ans). Pour le marché à long terme, les émissions se suivent à cadence accélérée. Après les emprunts C.F.P. de 250 millions de francs (et non 150 millions) comme l'indiquait par erreur la semaine dernière, et S.D.R. de 125 à 14 % nominal et 14,13 % en rendement actualisé, sont sortis, comme prévu, un milliard de francs à 14 % nominal et 13,50 % brut, et un emprunt R.A.T.P. de 770 millions de francs à 14 % nominal et brut.

Sur le marché secondaire, très calme, les indices Paribas reflètent une grande stabilité : 13,04 % contre 12,92 % pour les emprunts d'État, 13,47 % (inchangé) pour les emprunts de première catégorie et 14,10 % contre 14,08 % pour les emprunts industriels.

## COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTAL. — Londres (en sterling par once) : or (24 carats), 2,3527 (2,3527) ; argent (en once), 2,2827 (2,2827) ; platine (en once), 2,2527 (2,2527) ; cuivre (en once), 2,2227 (2,2227) ; zinc (en once), 2,2027 (2,2027) ; plomb (en once), 2,1827 (2,1827) ; étain (en once), 2,1627 (2,1627) ; nickel (en once), 2,1427 (2,1427) ; aluminium (en once), 2,1227 (2,1227) ; fer (en once), 2,1027 (2,1027) ; acier (en once), 2,0827 (2,0827) ; titane (en once), 2,0627 (2,0627) ; cobalt (en once), 2,0427 (2,0427) ; manganèse (en once), 2,0227 (2,0227) ; chrome (en once), 2,0027 (2,0027) ; vanadium (en once), 1,9827 (1,9827) ; niobium (en once), 1,9627 (1,9627) ; tantale (en once), 1,9427 (1,9427) ; molybdène (en once), 1,9227 (1,9227) ; ruthénium (en once), 1,9027 (1,9027) ; rhodium (en once), 1,8827 (1,8827) ; palladium (en once), 1,8627 (1,8627) ; sélénium (en once), 1,8427 (1,8427) ; tellure (en once), 1,8227 (1,8227) ; bismuth (en once), 1,8027 (1,8027) ; étain (en once), 1,7827 (1,7827) ; plomb (en once), 1,7627 (1,7627) ; zinc (en once), 1,7427 (1,7427) ; cuivre (en once), 1,7227 (1,7227) ; nickel (en once), 1,7027 (1,7027) ; aluminium (en once), 1,6827 (1,6827) ; fer (en once), 1,6627 (1,6627) ; acier (en once), 1,6427 (1,6427) ; titane (en once), 1,6227 (1,6227) ; cobalt (en once), 1,6027 (1,6027) ; manganèse (en once), 1,5827 (1,5827) ; chrome (en once), 1,5627 (1,5627) ; vanadium (en once), 1,5427 (1,5427) ; niobium (en once), 1,5227 (1,5227) ; tantale (en once), 1,5027 (1,5027) ; molybdène (en once), 1,4827 (1,4827) ; ruthénium (en once), 1,4627 (1,4627) ; rhodium (en once), 1,4427 (1,4427) ; palladium (en once), 1,4227 (1,4227) ; sélénium (en once), 1,4027 (1,4027) ; tellure (en once), 1,3827 (1,3827) ; bismuth (en once), 1,3627 (1,3627) ; étain (en once), 1,3427 (1,3427) ; plomb (en once), 1,3227 (1,3227) ; zinc (en once), 1,3027 (1,3027) ; cuivre (en once), 1,2827 (1,2827) ; nickel (en once), 1,2627 (1,2627) ; aluminium (en once), 1,2427 (1,2427) ; fer (en once), 1,2227 (1,2227) ; acier (en once), 1,2027 (1,2027) ; titane (en once), 1,1827 (1,1827) ; cobalt (en once), 1,1627 (1,1627) ; manganèse (en once), 1,1427 (1,1427) ; chrome (en once), 1,1227 (1,1227) ; vanadium (en once), 1,1027 (1,1027) ; niobium (en once), 1,0827 (1,0827) ; tantale (en once), 1,0627 (1,0627) ; molybdène (en once), 1,0427 (1,0427) ; ruthénium (en once), 1,0227 (1,0227) ; rhodium (en once), 1,0027 (1,0027) ; palladium (en once), 0,9827 (0,9827) ; sélénium (en once), 0,9627 (0,9627) ; tellure (en once), 0,9427 (0,9427) ; bismuth (en once), 0,9227 (0,9227) ; étain (en once), 0,9027 (0,9027) ; plomb (en once), 0,8827 (0,8827) ; zinc (en once), 0,8627 (0,8627) ; cuivre (en once), 0,8427 (0,8427) ; nickel (en once), 0,8227 (0,8227) ; aluminium (en once), 0,8027 (0,8027) ; fer (en once), 0,7827 (0,7827) ; acier (en once), 0,7627 (0,7627) ; titane (en once), 0,7427 (0,7427) ; cobalt (en once), 0,7227 (0,7227) ; manganèse (en once), 0,7027 (0,7027) ; chrome (en once), 0,6827 (0,6827) ; vanadium (en once), 0,6627 (0,6627) ; niobium (en once), 0,6427 (0,6427) ; tantale (en once), 0,6227 (0,6227) ; molybdène (en once), 0,6027 (0,6027) ; ruthénium (en once), 0,5827 (0,5827) ; rhodium (en once), 0,5627 (0,5627) ; palladium (en once), 0,5427 (0,5427) ; sélénium (en once), 0,5227 (0,5227) ; tellure (en once), 0,5027 (0,5027) ; bismuth (en once), 0,4827 (0,4827) ; étain (en once), 0,4627 (0,4627) ; plomb (en once), 0,4427 (0,4427) ; zinc (en once), 0,4227 (0,4227) ; cuivre (en once), 0,4027 (0,4027) ; nickel (en once), 0,3827 (0,3827) ; aluminium (en once), 0,3627 (0,3627) ; fer (en once), 0,3427 (0,3427) ; acier (en once), 0,3227 (0,3227) ; titane (en once), 0,3027 (0,3027) ; cobalt (en once), 0,2827 (0,2827) ; manganèse (en once), 0,2627 (0,2627) ; chrome (en once), 0,2427 (0,2427) ; vanadium (en once), 0,2227 (0,2227) ; niobium (en once), 0,2027 (0,2027) ; tantale (en once), 0,1827 (0,1827) ; molybdène (en once), 0,1627 (0,1627) ; ruthénium (en once), 0,1427 (0,1427) ; rhodium (en once), 0,1227 (0,1227) ; palladium (en once), 0,1027 (0,1027) ; sélénium (en once), 0,0827 (0,0827) ; tellure (en once), 0,0627 (0,0627) ; bismuth (en once), 0,0427 (0,0427) ; étain (en once), 0,0227 (0,0227) ; plomb (en once), 0,0027 (0,0027) ; zinc (en once), 0,0027 (0,0027) ; cuivre (en once), 0,0027 (0,0027) ; nickel (en once), 0,0027 (0,0027) ; aluminium (en once), 0,0027 (0,0027) ; fer (en once), 0,0027 (0,0027) ; acier (en once), 0,0027 (0,0027) ; titane (en once), 0,0027 (0,0027) ; cobalt (en once), 0,0027 (0,0027) ; manganèse (en once), 0,0027 (0,0027) ; chrome (en once), 0,0027 (0,0027) ; vanadium (en once), 0,0027 (0,0027) ; niobium (en once), 0,0027 (0,0027) ; tantale (en once), 0,0027 (0,0027) ; molybdène (en once), 0,0027 (0,0027) ; ruthénium (en once), 0,0027 (0,0027) ; rhodium (en once), 0,0027 (0,0027) ; palladium (en once), 0,0027 (0,0027) ; sélénium (en once), 0,0027 (0,0027) ; tellure (en once), 0,0027 (0,0027) ; bismuth (en once), 0,0027 (0,0027) ; étain (en once), 0,0027 (0,0027) ; plomb (en once), 0,0027 (0,0027) ; zinc (en once), 0,0027 (0,0027) ; cuivre (en once), 0,0027 (0,0027) ; nickel (en once), 0,0027 (0,0027) ; aluminium (en once), 0,0027 (0,0027) ; fer (en once), 0,0027 (0,0027) ; acier (en once), 0,0027 (0,0027) ; titane (en once), 0,0027 (0,0027) ; cobalt (en once), 0,0027 (0,0027) ; manganèse (en once), 0,0027 (0,0027) ; chrome (en once), 0,0027 (0,0027) ;
--







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

- 2-3. EUROPE
  - Le coup d'Etat militaire en Turquie.
  - POLOGNE: Moscou et Washington accordent des crédits à Varsovie.
- 4. AFRIQUE
  - Le dirigeant noir sud-africain Oliver Tambo réaffirme son étroite solidarité avec les nationalistes namibiens.
- 5. AMÉRIQUES
  - CANADA: à leur assemblée générale d'Ottawa, les parlementaires francophones ont recherché les moyens d'enrayer le recul du français dans le monde.

### POLITIQUE

- 5. Les élections sénatoriales: DOUBTS: un fauteuil pour M. Edgar Faure; DORDOGNE: le second siège socialiste est menacé par M. Pierre Chassagnas.

### SOCIÉTÉ

- 6. L'instruction du triple meurtre de Carquennet et de Béziers.
- 7. ÉDUCATION: chronique scolaire de Saintes: la paix des familles.
- La section locale du Syndicat des instituteurs suspend son mot d'ordre de grève dans la Sarthe.
- RELIGION: la session nationale de l'action catholique ouvre.

### INFORMATIONS « SERVICES »

- 8. MAISON: chauffage au bois.
- TRANSPORTS: le service d'hiver de la S.N.C.F.

### CULTURE

- 9. Le budget de la culture en dessous du demi-pour-cent.
- La mort de Sir Philip Henry.

### ECONOMIE

- 12. ÉTRANGER: la conférence des Nations unies sur le développement.
- 13. ÉNERGIE: la conférence de Munich.
- 14. SOCIAL.
- 15. AFFAIRES: l'avenir de Manafra.
- 16. LA SEMAINE FINANCIÈRE.
- 17. LA REVUE DES VALEURS.

### RADIO-TELEVISION (11)

- Carnet (8); Journal officiel (8); Programmes spectacles (10); Météorologie (8); Mots croisés (8).

Un militaire assassiné en Espagne. — Le lieutenant-colonel José María Urquiza Sustaita a été tué dans un attentat, samedi 13 septembre, à Durango (province basque de Biscaye), apprend-on de source policière. — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 13 septembre 1980 a été tiré à 547 187 exemplaires.

**SIMMONS**  
chez  
**CAPELOU**  
37 av. de la République - PARIS 11<sup>e</sup>  
Métro: Pershing - Tél. 357.46.33

## VRAI FAUX?

**VOTRE PATRIMOINE:** Est-il vrai qu'un manuel de gestion de patrimoine fait gagner de l'argent à ses abonnés?

**VRAI:** C'est la raison pour laquelle Le Revenu Français a su obtenir la confiance de milliers de nouveaux abonnés. Leur fidélité est sa meilleure référence.

**LE REVENU FRANÇAIS**  
Abonnez-vous à votre tour:  
LE REVENU FRANÇAIS  
61, rue de la République 75011 Paris  
Adresser nos chèques à: Le Revenu Français  
1 an pour 120 F, ou 1 an pour 144 F.  
2 ans pour 210 F, ou 2 ans pour 288 F.  
M. Michel Née  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Ci-joint mon règlement par:  
☐ Chèque ☐ C.C.P.  
Signature: \_\_\_\_\_

A B C D E F G

## A LA FÊTE DE « L'HUMANITÉ »

### M. Marchais: le socialisme doit être la démocratie au plein sens du terme

M. Marchais a inauguré, samedi 13 septembre, la « fête de l'humanité » qui réunit, à la fête de l'humanité, les représentants de soixante-quatre journaux de partis communistes ou affiliés.

Le secrétaire général du P.C.F. a déclaré: « Naturellement, les événements de Pologne — après d'autres — seront de préférence une nouvelle campagne de l'adversaire de classe dans notre pays concernant un prétendu échec du socialisme. Nous refusons fermement cette grossière déformation de la réalité du monde socialiste. Nous le faisons en pleine conscience, sans chercher à nier ou à écarter les difficultés réelles auxquelles il se heurte.

« Nous savons que le socialisme ne se développe pas sans contradictions. La situation internationale a des répercussions dans ces pays. Le jugement de la course aux armements imposé par l'impérialisme ainsi que les retombées de la crise des pays capitalistes pèsent sur leur économie.

« En même temps, ont surgi des problèmes nouveaux liés au développement intense de ces pays dans tous les domaines, des problèmes qui demandent à être abordés sans retard.

« Nous avons la conviction que les progrès de la société socialiste, l'épanouissement de toutes les potentialités que cette société porte en elle, passent par la mise en œuvre de réformes hardies, de réformes économiques, sociales et démocratiques, les trois aspects étant intimement liés entre eux. Le socialisme, c'est — et ce doit être toujours — le progrès social, l'efficacité économique, la participation des travailleurs aux affaires publiques, autrement dit la démocratie au plein sens du terme.

M. Marchais a souligné qu'il appartient à chaque peuple, à chaque pays d'aborder de réformer sa manière de résoudre le problème que pose « la composante universelle du socialisme » que est la démocratie. « Dans ce domaine, comme dans les autres, à-t-il dit, il ne s'agit pas d'avoir de modèles. »

Le secrétaire général du P.C.F. a conclu: « Il revient au peuple polonais, à son gouvernement, au parti ouvrier unifié polonais et à eux seuls de mener à bien les réformes annoncées qui sont permises nous en sommes persuadés — de surmonter les difficultés et de contribuer au renforcement de la Pologne socialiste. Nous sommes convaincus que les socialistes du parti ouvrier unifié polonais plein succès dans cette tâche. »

## AU COURS DE SON VOYAGE DANS L'Océan Indien

### M. Dijoud interpelle les élus de Mayotte

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Tout au long de son voyage à Mayotte, les 10 et 11 septembre, M. Paul Dijoud n'a cessé de donner aux habitants de l'île, de village en village, sur les sentiers de la FR 3, devant les conseils généraux, des vigoureuses leçons de démocratie, offrant à l'assemblée — assez inhabituelle outre-mer — d'un secrétaire d'Etat se faisant le chantre du pluralisme.

« Il faut qu'à la radio tous les partis politiques puissent s'exprimer », a-t-il notamment déclaré. Il faut qu'on leur organise des débats publics avec tous les représentants de la vie politique. Les Mayotais ne doivent pas avoir peur de parler entre eux de leur avenir.

Ces propos ont été assez mal reçus par les maires et les conseillers généraux, tous membres du mouvement populaire mayotais (M.P.M.), dirigé par M. Marcel Henry, sénateur centriste, et Younoussa Bana, député U.D.F., qui n'ont pas renoncé à l'idée d'un renforcement des liens avec la France et même à l'espoir de voir la collectivité territoriale bénéficier un jour du statut départemental. Or, sur ce point, M. Dijoud a été très clair. Mayotte doit progresser « dans la raison », c'est-à-dire se consacrer à la réalisation de son développement.

« Ce projet a été assez mal reçu par les maires et les conseillers généraux, tous membres du mouvement populaire mayotais (M.P.M.), dirigé par M. Marcel Henry, sénateur centriste, et Younoussa Bana, député U.D.F., qui n'ont pas renoncé à l'idée d'un renforcement des liens avec la France et même à l'espoir de voir la collectivité territoriale bénéficier un jour du statut départemental. Or, sur ce point, M. Dijoud a été très clair. Mayotte doit progresser « dans la raison », c'est-à-dire se consacrer à la réalisation de son développement.

## A l'occasion de son séjour en Guadeloupe et à la Martinique

### M. Charretier annonce des mesures particulières pour les commerçants et artisans des Antilles

De notre correspondant

Fort-de-France. — Au cours de son voyage de quatre jours en Guadeloupe et à la Martinique, M. Maurice Charretier, ministre du Commerce et de l'Artisanat, s'est entretenu avec les représentants de ces deux départements, et a notamment insisté sur les modalités particulières qui caractérisent l'extension aux départements d'outre-mer des dispositions nationales visant à favoriser le développement de l'artisanat. Le montant de la prime d'aide à l'installation des artisans a été majoré et le seuil de déclenchement de celle-ci abaissé à 50 000 F d'investissements.

M. Charretier a également indiqué au conseil des ministres un projet de loi proposant que les entreprises artisanales puissent bénéficier des avantages consentis aux S.A.R.L. Le ministre a précisé, d'autre part, que l'aide aux artisans s'appliquera également à ceux qui, en Guadeloupe, ont promis de développer une aide supplémentaire pour la formation continue.

A l'issue d'une séance de travail à laquelle la presse n'avait pas été conviée, M. Charretier a déclaré: « Ce qui, ici, est inhabituel au cours de ce genre de visite, — le président de la chambre de commerce et d'industrie de la Martinique, M. Raymond Cottrel, a conclu: « Je suis très satisfait de cette visite. Le ministre nous a accordé tout ce que nous lui avons demandé. Il nous a donné toutes sortes d'engagements. »

Avant de prendre l'avion pour la Guyane, le ministre s'est déclaré touché par la « gentillesse » de l'accueil qu'il avait reçu aux Antilles.

## Mercredi 17 Sept. 19 h.

Salons de l'Etoile, 28, av. Friedland, Paris-8<sup>e</sup> (Métro: Etoile)  
Cours Carnegies, présentés par G. Weyne, 954-61-06/62-32.

## Pékin est prêt à garantir l'intégrité territoriale du Cambodge avec le Vietnam et les pays de l'ASEAN

### a déclaré M. Zhao Ziyang au premier ministre néo-zélandais

La Chine a renouvelé, vendredi 12 septembre, son engagement de garantir l'intégrité territoriale du Cambodge — qu'elle occupent depuis janvier 1979 — mais a indiqué qu'elle ne faisait pas de ce retrait une condition préalable à l'ouverture de négociations avec Hanoi sur la question cambodgienne. Cette position a été exprimée par le nouveau premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, à son homologue néo-zélandais, M. Robert Muldoon, actuellement en visite officielle à Pékin. La Chine considère néanmoins le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge comme « un point important de l'ordre du jour » d'éventuelles négociations qui, en l'absence d'un tel retrait, ne sauraient aboutir. Enfin, M. Zhao a indiqué que, en cas de solution politique, les deux pays, Rien n'a filtré pour le moment sur le thème des conversations de M. Thach avec ses interlocuteurs vietnamiens; mais, estimant que les observations à Moscou, les Soviétiques auraient profité de cette visite pour réitérer leur demande d'ouvrir des bases maritimes permanentes au Vietnam, où ils ne disposent que de facilités temporaires. — (A.F.P., Reuters.)

## EN GRANDE-BRETAGNE

### Le parti libéral réaffirme sa fidélité à l'alliance atlantique

De notre correspondant

Londres. — Le congrès du parti libéral réuni depuis lundi 8 septembre, a réaffirmé sa fidélité à l'alliance atlantique, tout en maintenant son opposition à une armée de dissuasion indépendante. Etant donné le fort courant favorable au désarmement unilatéral (très perceptible aussi au sein du mouvement syndical et du parti travailliste), l'état-major libéral a organisé un succès des pacifistes « unilatéralistes » de nature à détourner l'attention des classes moyennes qu'il voudrait capter. Or, au terme d'un débat fort animé et de bonne qualité, la motion unilatérale n'a guère réuni qu'un tiers des mandats.

Un autre texte, prônant la création d'une force européenne de défense intégrée, excluant les armes nucléaires et recommandant le départ des forces non européennes — donc des Américains — devait réunir quatre cent vingt-cinq voix, cinq cent trente-trois délégués approuvant la motion officielle qui confirmait le soutien du parti à l'organisation atlantique, « meilleur moyen, dans l'immédiat, de protéger les démocraties européennes face à la menace des pays du Pacte de Varsovie ».

HEINRI PIERRE.

## UN EXPLOIT DANS LE PACIFIQUE

### Arnaud de Rosnay a parcouru neuf cents kilomètres en planche à voile

Arnaud de Rosnay est sain et sauf. Le vélipanchiste, qui avait quitté l'île de Nuku-Hiva dans l'archipel des Marquises le 31 août, a touché le 11 septembre l'atoll de Ahe, qui est situé à 450 kilomètres au nord-est de Tahiti.

Arnaud de Rosnay appartient sans conteste à la petite caste des aventuriers. Aristocrate, originaire de l'île Maurice, « fille non-conformiste », sans des affaires et goût de l'exploration, avec la vie d'un play-boy qui défile souvent les chroniques mondaines.

Après des traversées de la Manche, il s'est attaqué, l'an dernier, au détroit de Béring, de l'Alaska à la Sibérie, huit heures de navigation dans des eaux glacées. Un autre exploit: avoir doublé le cap Horn, il conquit le projet de faire mieux encore: franchir les quelque 4 000 kilomètres qui séparent les îles Marquises d'Hawaï.

Elle que bénéficiant du soutien financier important d'une chaîne de télévision américaine et tout en ayant très soigneusement préparé son affaire, il dut renoncer à son tentative, à la mi-octobre, après une journée de navigation. Il envisage alors de rallier Tahiti, soit 1 500 km sans escorte. La marine nationale considérant que ses qualités de navigateur sont insuffisantes ne lui donne pas l'autorisation de partir. Il écrit une lettre dégageant les autorités de toute responsabilité et part en ostentant dans la nuit du 30 au 31 août.

Les recherches entreprises par bateau et avions sur sa route supposée vers Tahiti n'avaient donné aucun résultat. Aussi les autorités maritimes n'avaient-elles plus beaucoup d'espoir de le retrouver vivant. Mais si Arnaud de Rosnay n'a pas, encore une fois, réussi son pari — l'atoll de Ahe est à 480 kilomètres

## Le procès de M. Kim Dae-Jung en Corée du Sud

### TOKYO SE DIT « PRÉOCCUPÉ » PAR LE SORT DU CHEF DE L'OPPOSITION

(De notre correspondant.)

Tokyo. — Attendant la peine de mort requise par l'accusation contre M. Kim Dae-jung, jeudi 11 septembre, a provoqué des réactions au Japon, où les mouvements en faveur de l'homme qui demeure le symbole de la lutte démocratique en Corée du Sud sont nombreux et actifs. Le gouvernement, quant à lui, est embarrassé: le premier ministre, M. Suzuki, a déclaré qu'il n'aurait pas d'avis sur le dénouement du procès et qu'il avait fait part à plusieurs reprises aux autorités coréennes de sa « préoccupation ». Répondant, mardi, le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Itô, a précisé une nouvelle fois que l'issue du procès de M. Kim pourrait avoir des conséquences défavorables sur les relations entre les deux pays. Les autorités japonaises sont surtout mécontentes de constater que sont mentionnées dans l'acte d'accusation les activités qu'a menées, ou est supposé avoir menées, M. Kim au Japon. Le « règlement politique » de l'affaire de l'enlèvement de M. Kim à Tokyo en août 1973 par les services secrets du régime Park, intervenu à l'époque entre la Corée et le Japon, prévoyait que le chef de l'opposition coréenne ne pourrait être poursuivi pour ses activités au Japon. L'acte d'accusation viole donc l'accord entre Séoul et Tokyo. Dans le cas, font remarquer les Japonais, où les relations de M. Kim avec le mouvement de Corée résident au Japon favorables à la démocratie au Sud (le « Minjongui ») seraient retenues comme l'un des éléments conduisant à la condamnation à mort, cela créerait une tension entre les deux pays. Tous les partis japonais d'opposition ont protesté, jeudi, contre la peine de mort requise par l'accusation. « Le régime militaire de Chun Doo-hwan entend construire son régime sur la liquidation de M. Kim et des autres opposants », affirme le P.S. Le premier parti d'opposition nippon demande en outre l'intervention du gouvernement japonais dans une affaire qui, à ses yeux, compte tant de l'enlèvement, concerne directement Tokyo.

### PHILIPPE PONS.

## DES PRÉVENUS AFFIRMENT AVOIR ÉTÉ TORTURÉS

Séoul (A.F.P.). — Des prévenus au procès de M. Kim Dae-jung, contre lequel a été requise la peine capitale, ont sous serment affirmé avoir été torturés par la torture à accabler l'accusé, ont affirmé des diplomates présents à l'audience de vendredi 12 septembre au tribunal militaire de Séoul.

« J'ai été battu, et les enquêteurs m'ont forcé à déclarer que j'ai tenté de provoquer des soulèvements à la demande de Kim Dae-jung », a affirmé Kim Chong-wan, un adjoint de l'ancien leader de l'opposition et l'un des vingt-trois personnes qui, appelées à comparaître devant le tribunal, risquent jusqu'à vingt ans de prison pour « violation de la loi martiale ». Selon les mêmes sources, Lee Hae-chan, un étudiant de vingt-sept ans, a déclaré: « C'est une chose douloureuse d'avoir été, comme je l'ai été, forcé de participer à un complot visant à assassiner un politicien en raison de fausses déclarations sur la torture dans une procédure judiciaire en procès légal. »

Plusieurs autres prévenus ont également exprimé leur honte d'avoir été amenés par la violence à signer des accusations fausses.

## Le Monde

publiera lundi (journal daté du 16)

- LE CANADA ENTRE DEUX ÉPREUVES, par Philippe de Saint-Robert
- LA GENTRÉE SCOLAIRE, en page Idées
- LE GROUPE FIAT SE PORTE MIEUX QUE SES VOITURES, par Véronique Maurus
- COMMENT AIDER L'AFRIQUE, par Nicolas Sarkis et Anne de Latre

## VRAI FAUX?

**PLACEMENT SANS IMPÔTS:** Est-il vrai qu'un placement peut me rapporter plus de 11 % sans impôts et sans droits de succession?

**VRAI:** Encore une découverte du Revenu Français.

**BOURSE:** Je dispose de 100.000 Francs. Puis-je les placer en étant exonéré d'impôts sur les revenus?

**VRAI:** Le Revenu Français vous explique comment procéder.

**LE REVENU FRANÇAIS**

Abonnez-vous à votre tour: LE REVENU FRANÇAIS

61, rue de la République 75011 Paris

Adresser nos chèques à: Le Revenu Français

1 an pour 120 F, ou 1 an pour 144 F.

2 ans pour 210 F, ou 2 ans pour 288 F.

M. Michel Née